

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°43 - Juin 2013

Avant-propos

ACTUALITÉ

1. Panneaux solaires : une crise « made in China » (Édouard Laurent) 3

DOSSIER : LES DÉFIS DE LA MODERNISATION DE LA DÉFENSE CHINOISE

2. Les problèmes actuels de la recherche et de l'innovation pour la défense (Emmanuel Puig) 8
3. Les principaux enjeux de l'intégration militaro-civile chinoise en 2013 (Brian Lafferty) 13
4. Ouvrir les entreprises de défense au marché privé (Agatha Kratz) 17
5. APL 2.0 : informatisation de l'armée et perspectives stratégiques (Emmanuel Puig) 23

REPÈRES

6. La stratégie de sécurité alimentaire chinoise (Marie-Hélène Schwoob) 28
7. Wenzhou : un an après la réforme (Agatha Kratz) 32
8. Les inadéquations du système politico-judiciaire chinois face aux protestations collectives (Hugo Winckler) 37
9. La politique extérieure chinoise au Moyen-Orient (Martina Bassan) 41

DÉCALAGE

10. Débats autour du VIH : dépistage anonyme ou effectué sous le vrai nom du patient ? (Simeng Wang) 46



AVANT- PROPOS

L'amorce, même provisoire, de mesures européennes anti-dumping, contre les panneaux solaires chinois déclenche une contre-offensive chinoise, puisqu'après avoir annoncé une enquête sur l'industrie chimique et l'entreprise Solvay (de nationalité belge avec un actionariat américain), une seconde enquête sur les vins européens est annoncée par Pékin. La mesure divise aussi l'Europe, puisque sa première puissance commerciale, l'Allemagne, prend publiquement position contre la Commission européenne. *China Analysis* et Edouard Laurent versent au dossier des analyses chinoises sur la cause même du problème – le surinvestissement massif par l'Etat chinois dans une filière stratégique, couplé avec le très faible décollage des panneaux solaires en Chine même (en 2012, l'Europe a installé dix fois plus de panneaux que la Chine...). Nos sources montrent que les experts chinois, à la veille des sanctions européennes et après des mesures américaines dans le même domaine, étaient

parfaitement conscients de la nécessité d'approches coopératives et d'alliances d'entreprises, à côté de la stratégie industrielle de montée en gamme.

Le dossier central de ce numéro, écrit par Emmanuel Puig, Agatha Kratz et Brian Lafferty, porte sur le secteur et les industries de défense chinoises. Il montre la conscience aiguë, chez les experts sinon parmi les décideurs, d'un problème de qualité qui handicape encore le développement de l'Armée populaire de libération (APL). Mais il ne s'agit pas tant de retard technologique que d'une modernisation nécessaire de la gestion, de l'ouverture aux entreprises civiles et à leur compétitivité, du décloisonnement des services et de l'informatisation en temps réel du champ de bataille – laquelle cassera inévitablement le système très hiérarchisé de l'APL. Sévères, ces critiques montrent aussi toute la mesure des ambitions chinoises qui ne se comparent qu'au premier rang international. Mais

elles soulèvent, quoiqu'indirectement, un problème politique, car certaines des réformes proposées supposent un fonctionnement bien plus ouvert et concurrentiel de l'économie : c'est le prix de la diffusion de l'innovation. En tous cas, il est clair que les officiers de l'APL ne sont pas seuls à donner leur avis sur l'avenir de la défense chinoise.

Marie-Hélène Schwoob revient sur un thème que l'expansion globale du commerce chinois a fait oublier : celui de la sécurité alimentaire. Loin des thèses d'antan sur l'autosuffisance, les réflexions portent sur l'investissement inévitable à l'étranger avec l'acquisition de terres et donc le recours à des importations contractualisées plutôt que prisonnières du marché. Mais les auteurs reconnaissent que ceci engage aussi la Chine très profondément dans les difficultés politiques, communautaires et culturelles des pays d'accueil qui restent maîtres de leur territoire.

Agatha Kratz étudie les réformes financières de la célèbre cité-marché de Wenzhou, deux ans après le crash de la micro finance qui avait grandi jusqu'à devenir le symbole même du « shadow banking » à la chinoise et de ses risques. La plus célèbre des journalistes économiques chinoises, Hu Shuli, est visiblement réservée sur l'impact réel des réformes, en l'absence de groupes financiers modernes dans la région.

Hugo Winckler revient sur les mouvements de protestation de l'année 2012, en particulier ceux qu'ont engendré les conflits autour de la terre. Ses sources reprennent la revendication d'un renforcement du système judiciaire et des mécanismes d'arbitrage, et d'une meilleure représentation des protestataires : les cadres locaux ne suffisent pas à cette mission.

Martina Bassan interprète pour nos lecteurs les analyses de Niu Xinchun, influent chercheur du principal *think tank* géopolitique

chinois, le CICIR. De façon frappante, Niu place l'essor de la démocratie et le « réveil » qui s'ensuit au centre de sa vision. Mais il en tire des conséquences internationales : l'influence de l'Amérique comme d'Israël sont en recul. Aucun pays du Moyen-Orient ne peut prétendre au leadership régional. Dans ce vide nouveau, la Chine ne pourra préserver longtemps ses intérêts économiques colossaux qu'en assumant une stratégie politique et sécuritaire. Mais, sous-entend Niu, elle est loin d'y être prête.

Enfin, au titre de notre rubrique « Décalages », Simeng Wang évoque un remarquable débat sur l'anonymat du dépistage du SIDA. D'un côté, l'anonymat a constitué une protection contre la discrimination et une politique pour amener les populations à risque à pratiquer des tests HIV. Mais de l'autre, l'anonymat se retourne contre la santé publique, car la médiocrité des données identitaires fournies (souvent fausses) empêche le suivi. C'est visiblement la stigmatisation sociétale des groupes à risque qui continue à représenter, dans les deux cas, le problème essentiel.

FRANÇOIS GODEMENT

ACTUALITÉ

1. Panneaux solaires : une crise « made in China »

Édouard Laurent

SOURCES :

- Li Xiaohui¹, « Interview de Zhu Gongshan² : Abolir les politiques fiscales discriminatoires à l'égard des producteurs de silicium multicristallin », *Shanghai zhengquan bao*, 4 mars 2013.
- Zhu Xianjia³, « Interview de Lin Boqiang⁴ : La clé de la stratégie de sauvetage de l'industrie photovoltaïque réside dans la rapidité », *Shanghai zhengquan bao*, 17 janvier 2013.
- He Hui⁵, « Le grand froid du photovoltaïque : comment le soutien des gouvernements locaux se transforma en alcool amer », *Zhidian*, 15 avril 2013.

¹ Journaliste à *Shanghai zhengquan bao*.

² Zhu Gongshan est membre de l'Assemblée consultative du peuple, président du conseil d'administration de GCL-Poly, premier producteur de silicium cristallin du pays.

³ Journaliste à *Shanghai zhengquan bao*.

⁴ Ancien économiste à l'Asian Development Bank, Lin Boqiang est directeur du centre de recherche chinois en économie de l'énergie à l'Université de Xiamen et l'un des analystes du secteur énergétique les plus écoutés du pays.

⁵ He Hui est journaliste à la revue *Zhidian* et à l'*Economic Journal*.

- Liu Jing⁶, « La faillite de Suntech accélère le rétablissement de l'industrie solaire », *Xinhua News*, 28 avril 2013.

L'atmosphère est morose dans la ville de Baoding. Autrefois louée comme l'une des cinq « cités du photovoltaïque » (光伏城, *guangfu cheng*) et siège du géant Yingli Green Energy, les autorités contemplant désormais avec inquiétude la tempête ravageant la filière du solaire. Les homologues de cette localité, les villes de Wuxi et Xinyu, ont déjà vu leurs fleurons industriels ravagés par la réalité du marché. Suntech a fait faillite, LDK Solar croule sous les dettes, et les petites et moyennes entreprises au bord de la banqueroute abondent. Si l'année passée a été difficile, 2013 devrait être pire, prédit le professeur Lin Boqiang.

Mais quels sont les maux à l'origine de cette hécatombe ? Cette question a alimenté les débats du forum pour l'investissement et le développement durable de l'industrie photovoltaïque chinoise qui s'est tenu à Pékin en avril dernier⁷. Les spécialistes présents semblent s'entendre sur un diagnostic en deux temps : le surinvestissement et la surproduction, puis la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et le faible effort de recherche et développement expliquent en grande partie la débâcle actuelle.

Investir dans les énergies vertes s'est révélé être une stratégie tout sauf durable... Comme le rappelle Wang Yan, directeur d'un fonds d'investissement à Chengdu, l'immense succès de Shi Zhengrong, le fondateur de Suntech, a donné naissance à un « mythe de l'argent facile » (一夜暴富的神话, *yiyebaofu de shenhua*) qui, conjugué à un fort soutien gouvernemental, a fait de l'industrie

photovoltaïque l'un des investissements les plus en vogue de ces dernières années.

En effet, Pékin a fait du développement de l'industrie photovoltaïque – définie comme l'une des « sept industries stratégiques et émergentes » (七大战略新兴产业, *qida zhanlüe xinxing chanye*) – une priorité nationale. Ainsi, les gouvernements locaux ont massivement soutenu ce secteur, dans l'optique de créer une filière industrielle *high tech* à forte valeur ajoutée dans leur région. C'est pourquoi, selon Wang Yan, il faut non seulement blâmer le trop grand optimisme des investisseurs, mais aussi la mainmise des autorités sur l'économie, celle-ci contribuant à la déconnection entre l'investissement et la demande réelle.

La surcapacité de production a tué toute perspective de profits dans cette industrie. Un chiffre parle de lui-même : la capacité de production mondiale de modules solaires en 2012 avoisinait les 70GW⁸, alors que la demande réelle n'a pas dépassé les 36GW⁹. Nombre d'entrepreneurs, réceptifs aux mots d'ordre du gouvernement, se sont rués dans la brèche, encombrant un marché encore embryonnaire.

Si Pékin a vanté les mérites du solaire, c'est avant tout pour voir une industrie d'avenir se développer dans le pays, et non pour alimenter la demande chinoise. Selon Wang Yan, dès leurs premiers pas, les industriels chinois avaient conscience que leur dépendance à l'égard des marchés extérieurs constituait une faiblesse. Les entreprises chinoises produisent près de 64 % des modules solaires vendus dans le monde. L'année passée, la capacité de production des entreprises chinoises

⁸ Molla, R., *Five Charts that Show the Massive Growth of Solar in 2012*. Publié le 25 décembre 2012, <http://gigaom.com/>.

⁹ Chan, J., *GTM Research : Yingli Takes top Producer Spot*, www.pv-tech.org, publié le 2 mai 2013.

avoisinait les 50GW, largement supérieure à une demande intérieure qui dépassait timidement les 2GW¹⁰.

Cette dépendance est récemment devenue une source d'inquiétude. L'Union européenne fait planer la menace de mesures antidumping. Au même moment, le gouvernement américain a décidé d'imposer des droits de douane à l'encontre des cellules solaires en silicium produites en Chine, pouvant s'élever jusqu'à 254 % de leur valeur¹¹. L'UE a commencé à répertorier ses importations de technologies solaires en provenance de Chine¹². La mise en place de droits de douane ne pourra se faire qu'en juillet 2013. Néanmoins, cet impôt pourra être collecté rétroactivement en remontant jusqu'à mars 2013¹³. Dans ce contexte, l'UE et la Chine jouent au chat et la souris : Pékin a annoncé une étude antidumping portant sur le silicium cristallin et l'EU a lancé une enquête sur le verre chinois de qualité solaire¹⁴. Malgré tout, une

guerre commerciale affecterait négativement les industries photovoltaïques chinoise et européenne, les deux étant souvent complémentaires.

Le cœur du débat porte sur le positionnement des industriels chinois dans la chaîne de valeur. La Chine a rejoué la « farce » (荒诞剧, *huangdan ju*) de ses industries de l'acier et du pneu, ou des technologies éoliennes.

« L'immense succès de Suntech, a donné naissance à un « mythe de l'argent facile » qui, conjugué à un fort soutien gouvernemental, a fait de l'industrie photovoltaïque l'un des investissements les plus en vogue de ces dernières années. »

Dans ces différents cas, le surinvestissement avait déjà abouti à une déconnection entre offre et demande. Les entrepreneurs avaient opté pour une stratégie d'inondation du marché avec des produits *low cost*, faisant des économies d'échelle leur cheval de bataille. Ainsi, ils se sont empêtrés dans la production de biens à faible valeur ajoutée. Ce dernier aspect est illustré par la prépondérance des fabricants chinois dans certains segments de la chaîne de production comme la découpe des lingots de silicium, la préparation et la texturation des cellules solaires ou l'assemblage des

cellules en panneaux solaires. Cela explique les critiques qui regrettent que la Chine soit le simple « coolie » (「搬运工」, *banyun gong*) et l'« assembleur » (「组装工」, *zuzhuang gong*) de l'industrie solaire mondiale¹⁵.

L'un des défis majeurs de la filière solaire en

l'essentiel du spectre de la lumière pour maximiser la conversion de photons en électricité. On parle alors de verre de qualité solaire.

¹⁵ « Suntech pris à la gorge par ses dettes. Buffett face à l'incurable maladie du photovoltaïque » (「尚德们」重债压身 巴菲特难治“光伏病”), *Qindao Daily*, le 15 avril 2013.

¹⁰ SolarBuzz (2013), *China Balance of Systems Market Report*. Accessible sur www.solarbuzz.org.

¹¹ GTM Research (2012), *PV News*, vol. 31, n° 11, novembre 2012, p. 3.

¹² Les importations de technologies photovoltaïques chinoises en Europe s'élevaient à 21 milliards d'euros en 2011, ce qui fait de la présente étude antidumping la plus importante jamais réalisée. Voir : Chaffin, J., « Fresh Accusations in China Dumping Case », *Financial Times*, 4 février 2013.

¹³ EU Prosun, *EU to Register Chinese Solar Imports with Immediate Effect*, communiqué de presse du 5 mars 2013.

¹⁴ Un panneau solaire est recouvert d'une couche de verre protectrice doté de qualités physiques particulières, notamment ne contenant pas d'éléments ferreux. En effet, ce verre doit laisser passer

Chine sera de se tourner peu à peu vers des segments de la chaîne de production plus avancés technologiquement. Tong Xingxue, président de LDK Solar, résumait la situation en ces termes : « Le silicium multicristallin est le microprocesseur de l'industrie photovoltaïque » (多晶硅是光伏行业的芯片, *duojinggui shi guangfu hangye de xin pian*)¹⁶. Or, la Chine importe toujours 90 % de sa consommation de silicium multicristallin, lequel est pourtant l'élément central de la technologie photovoltaïque. Si les entreprises du pays ne s'investissent pas davantage pour maîtriser les technologies de purification du silicium les plus innovantes, alors elles risquent de sombrer dans un « vide technologique » (技术空心化问题, *jishu kongxinhua wenti*). Il existe toujours un fossé en matière d'avance technologique entre les entreprises chinoises et occidentales. En témoigne la différence entre le prix du silicium multicristallin fabriqué aux États-Unis, vendu 12,57 dollar le kilogramme, et son équivalent chinois, deux fois plus coûteux.

Selon Zhu Gongshan, le directeur de GCL-Poly, la filière du silicium cristallin a été discriminée par les autorités chinoises en raison de son caractère énergivore. Les politiques fiscales mises en place ont défavorisé les entreprises locales par rapport à leurs concurrentes étrangères. Les producteurs de silicium ne reçoivent pas les soutiens fiscaux et financiers offerts aux fabricants de modules. C'est pourquoi le développement des producteurs de silicium a été limité et leur compétitivité réduite, remettant en cause tout le développement de la filière.

La controverse la plus vive porte sur le remède qui sauvera la filière solaire chinoise. Le commentateur libéral, Lin Boqiang, insiste sur le *timing* de l'opération de sauvetage. Selon lui, le facteur clé est la rapidité. Il rappelle par ailleurs que les mesures les plus efficaces pour

maintenir en vie l'industrie sont celles qui créent un marché. L'accroissement des objectifs de capacité installée à l'horizon 2015, fixés à 35 GW, va dans ce sens. Les politiques futures devraient porter également sur trois aspects : la R&D, le marché et les équipementiers. Concernant ces derniers, il faudra créer des conditions de marché propices à la compétition, pour que ne survivent que les plus adaptés.

De son côté, Zhu Gongshan plaide pour le développement des segments de la chaîne de production à très haute valeur ajoutée. Il en appelle à l'abandon des politiques fiscales discriminatives à l'égard de la filière du silicium cristallin. En effet, les technologies solaires bénéficient de remises d'impôt à l'export – de 17 % – car elles sont considérées comme des produits *high tech*, contrairement au silicium cristallin. Selon M. Zhu, afin de permettre à l'industrie photovoltaïque chinoise de se maintenir à un niveau de compétitivité inchangé, le silicium cristallin devrait également profiter de cette remise d'impôt.

Pour conclure, Wang Yan liste cinq mesures à appliquer sans attendre pour favoriser un développement sain de la filière : créer un marché, favoriser les fusions et acquisitions, éliminer les anciennes infrastructures de production, limiter l'intervention étatique et, finalement, interdire le protectionnisme. Tous les auteurs s'accordent sur un point : l'avenir de l'industrie solaire mondiale se joue maintenant. Celle-ci sera-t-elle chinoise, européenne, ou ne sera-t-elle pas ? Telle est la question... La réponse sera assurément politique.

¹⁶ Dans « La faillite de Suntech accélère le rétablissement de l'industrie solaire ».

Comme tous les ans depuis une dizaine d'années, la publication du budget de la défense chinoise – encore en hausse de 10,7% pour atteindre la somme de 114,30 milliards de dollars en 2013 – a entraîné un grand nombre de commentaires dans la presse étrangère. A coté des discours traditionnellement alarmistes qui s'inquiètent, légitimement ou pas, d'une telle hausse, de nombreux commentateurs se sont interrogés sur la signification réelle de ce budget. En effet, à la vue de la taille actuelle de l'Armée populaire de libération (APL), et si l'on se réfère aux modes de gestion des autres grandes forces armées, il est possible d'estimer que plus de 60% du budget sert uniquement à assurer les besoins logistiques élémentaires (salaires, équipements, dépenses courantes) de l'APL, le deuxième poste budgétaire étant celui des besoins logistiques, loin devant les dépenses pour les acquisitions de nouveaux matériels.

Si l'augmentation du budget de la défense en Chine atteste d'une volonté de développer de nouvelles capacités, il est cependant impossible de construire une relation de cause à effet entre les investissements et l'augmentation des capacités opérationnelles de l'APL. La modernisation d'une telle capacité ne suit pas linéairement la courbe des dépenses consenties à cet effet. Si les investissements constituent un prérequis, ils ne présagent en rien de la qualité, du niveau technologique et des capacités opérationnelles des matériels. De fait, alors que le gouvernement chinois investit massivement dans sa défense, il doit aussi faire face à de nombreux problèmes administratifs, financiers, doctrinaires et technologiques. Depuis une quinzaine d'années, de nombreux chercheurs chinois s'interrogent sur les problèmes inhérents à ces changements et ces évolutions de leur appareil de défense.

DOSSIER : LES DÉFIS DE LA MODERNISATION DE LA DÉFENSE CHINOISE

Nous avons sélectionné pour ce numéro de *China Analysis* certains des articles les plus récents et les plus élaborés sur les difficultés que traverse actuellement la défense chinoise. Les quatre articles qui composent ce numéro reviennent ainsi sur les problèmes liés à « l'innovation autonome », aux modes de financement des entreprises de défense, à l'intégration industrielle militaro-civile et à l'informatisation de l'APL. Ces articles éclairent ainsi simultanément différents aspects – trop peu explorés – de la modernisation de la défense chinoise en combinant les dimensions scientifique, financière, managériale et technologique.

EMMANUEL PUIG



2. Les problèmes actuels de la recherche et de l'innovation pour la défense

Emmanuel Puig

SOURCES :

- An Puzhong et Wang Wowen¹⁷, « Problématiques de la mise en œuvre de l'éducation au sein de notre travail de recherche. Améliorer de manière continue la qualité de la formation du personnel et les capacités de défense de l'innovation autonome », *Jiefangjun bao - People's Liberation Army Daily*, 13 octobre 2012.

- Guo Shizhen¹⁸ et Liu Tao¹⁹, « Étude de la construction d'un système d'innovation technologique pour l'armement », *Zhuangbei xueyuan xuebao - Journal of the Academy of*

¹⁷ Journalistes à *Jiefangjun bao - People's Liberation Army Daily*.

¹⁸ Guo Shizhen est professeur au département équipement et commandement de l'Académie d'équipement. Il est général de division, directeur de thèse et conseiller principal au centre de recherche théorique pour l'équipement militaire de l'Académie d'équipement. Il exerce également en tant qu'expert à l'unité de maintenance des équipements militaires chinois, où il est responsable adjoint du groupe de travail sur la réforme « intégration civilo-militaire ».

¹⁹ Liu Tao est l'un des doctorants de Guo, spécialisé dans la gestion et le développement des équipements.

Equipment, vol. 24, n° 1, février 2013.

- Ping Yang²⁰, « Recherche sur une méthode d'innovation ouverte en matière de science, de technologie et d'industrie de défense. D'après une perspective d'intégration civilo-militaire », *Keji jinbu yu duice - Science and Technology Progress and Policy*, vol. 30, n° 2, janvier 2013.

- Xu Yanhua²¹, « Évolution et stratégie de l'innovation scientifique et technologique de notre pays du point de vue de la mondialisation », *Keji guanli yanjiu - Science and Technology Management Research*, n° 10, 2012.

- Zhang Fuyuan²², Li Yuqiu²³ et Liu Zhanling²⁴, « Réflexions stratégiques sur l'innovation indépendante de la science et la technologie de défense nationale de notre pays », *Zhongguo junshi kexue - China Military Science*, vol. 30, n° 3, 2009.

En octobre 2012, à quelques semaines de son départ de la Commission militaire centrale (dont il était vice-président) et du Bureau politique du Parti communiste chinois, le général Guo Boxiong a rendu une visite symbolique à l'université nationale des technologies de défense (NUDT), à Changsha, comme

²⁰ Chercheur à l'Institut de finance et d'économie de l'université de finance et d'économie de Shanghai. Également ingénieur principal à l'institut de recherche en équipement pour la marine de guerre, spécialisé en théorie et pratique de la normalisation militaire, économie normative et économie de défense.

²¹ Xu Yanhua est maître de conférences et chercheur à l'université de finance et d'économie du Shandong, spécialisé dans la politique et la gestion technologiques.

²² Zhang Fuyuan est ingénieur principal au département général de l'armement de l'institut de technologie des munitions.

²³ Li Yuqiu est ingénieur au département général de l'armement de l'institut de technologie des munitions.

²⁴ Liu Zhanling est ingénieur principal au département général de l'armement de l'institut de technologie des munitions.

l'indiquent An et Wang. La NUDT figure parmi les établissements les plus importants pour la recherche et le développement scientifique et technologique de défense et constituait donc l'endroit idéal pour que Guo réalise son évaluation finale des points forts et des points faibles du pays dans le domaine de la recherche et de l'innovation en matière de défense. Après avoir rappelé « l'importance du respect du fondement idéologique et politique sur lequel repose l'action du Parti » de la part de l'armée (思想政治建设是我军的根本性建设, *sixiang zhengzhi jianshi shi wojunde genben xing jianshi*), Guo a également souligné que le prochain XVIII^e Congrès²⁵ devrait apporter un nouvel esprit (十八大精神, *shibada jinshen*) et amorcer une nouvelle phase en matière d'éducation idéologique et politique. Guo a insisté sur le fait que, dans le cadre de ce nouvel élan, les académies de recherche militaire devraient avoir pour objectif fondamental la formation des nouvelles générations de scientifiques et d'ingénieurs, capables de rajeunir les capacités du pays en termes de recherche et développement (R&D) ainsi que « d'innovation autonome » (自主创新, *zizhu chuangxin*). Toujours, selon Guo, au sein du réseau des universités de défense, les étudiants talentueux, les experts renommés et les éminents universitaires doivent être considérés comme les piliers de la modernisation militaire du pays

La Chine doit suivre le rythme de progression d'autres pays en termes de défense, mais elle doit néanmoins se concentrer sur l'innovation autonome afin d'améliorer les capacités opérationnelles de l'APL. D'après Guo, l'innovation autonome est un concept clé pour l'évolution de la R&D de défense chinoise. Et, sur un ton lyrique mais relevant toutefois l'importance de cette notion, il déclare que : « l'innovation est l'âme du développement et du progrès du peuple et de la nation »

²⁵ Cette visite et l'article rédigé par la suite datent de deux semaines avant le XVIII^e Congrès.

(创新是一个国家, 一个民族发展进步的灵魂, *chuangxin shi yige guojia, yige minzu fazhan jinbude linghun*), en mettant l'accent sur le fait que l'innovation est, par-dessus tout, l'élément clé de la modernisation de la défense chinoise. D'une manière plus directe, Zhang, Li et Liu considèrent que l'innovation autonome constitue un point crucial du développement scientifique et technologique de la défense nationale. Cela semble particulièrement vrai compte tenu des évolutions récentes des capacités de défense chinoises. Malgré le développement et la mise en service d'un très grand nombre de nouveaux programmes et équipements au cours des quinze dernières années, la Chine manque toujours d'un système d'innovation robuste qui puisse lui conférer un avantage compétitif en termes de technologie de défense. Diverses causes sont à l'origine de cette situation (relevant d'un héritage structurel pour la plupart), et les auteurs cités dans cet article s'intéressent à ces faiblesses.

L'écueil du système d'innovation de défense en Chine

Dans l'un des derniers numéros du *Journal of Academy of Equipment* du département général de l'armement de l'APL, Liu Tao et Guo Shizhen font le bilan des lacunes du système d'innovation technologique actuel en matière de production d'armements. Selon eux, ce système présente quatre grandes faiblesses. Premièrement, « le système de définition des besoins pour l'acquisition d'armes présente des défauts importants » (需求牵引机制存在缺陷, *xuqiu qianyin jizhi cunzai quexian*) : les besoins opérationnels sont mal définis (souvent vagues) et ne pourraient pas servir de véritable feuille de route pour le développement de nouvelles technologies ; de même, on déplore une certaine inefficacité dans la communication entre les personnels chargés de l'opérationnalisation des armes et les responsables de leur développement.

Deuxièmement, « la capacité d'intégration est plutôt faible » (集成整合能力较弱, *jicheng zhenghe nengli jiao ruo*) : alors que l'échange d'informations entre les entreprises civiles et militaires constitue le signe d'une bonne capacité d'innovation intégrée, ce type de mécanisme n'est pas suffisant en Chine. Troisièmement, « la capacité industrielle de base pour l'innovation fondamentale est faible » (原始创新能力及工业关键基础环节薄弱, *yuanshi chuangxin nengli ji gongye guanjian jichu huanjie boruo*). D'une part, les industries sont réticentes à investir dans la recherche fondamentale ; d'autre part, la recherche fondamentale est trop déconnectée du secteur industriel. Si le système d'innovation de défense de la Chine se trouve loin derrière les pays les plus avancés, c'est essentiellement en raison de l'absence d'incitation à la communication et à la coopération entre les industries civile et de défense. Bien que les capacités de conception et de production militaires de la Chine aient atteint aujourd'hui un stade avancé, son incapacité à mener une innovation autonome dynamique constitue un sérieux handicap.

Quatrièmement, « l'incitation à l'innovation et les mécanismes de contrainte sont inadaptés » (创新的激励与约束机制不完善, *chuangxinde jili yu yueshu jizhi bu wanshan*). Selon Liu et Guo, malgré l'établissement d'une économie de marché globalisée en Chine, le secteur de la recherche en matière de défense reste à l'abri des pressions du marché. Par conséquent, sans contrainte réelle, il n'y a pas de concurrence, et donc pas d'incitation à l'innovation. Comme le suggère également

Ping Yang dans son article, une plus grande intégration du système R&D de défense au marché civil pourrait stimuler la recherche et l'innovation et contribuer à l'injection de nouvelles idées dans le secteur de la défense. Les trois auteurs en arrivent à la même conclusion : le système R&D de défense chinois est trop isolé et artificiellement protégé de toute pression extérieure. Cette absence de relation entre les secteurs semble être la

principale raison du déficit d'innovation dans la défense chinoise.

Un besoin crucial d'ouverture

En Chine, les industries de défense ont toujours été conçues comme des institutions hermétiques, bureaucratiques et secrètes. Mais comme le suggère Ping Yang, la clé du succès industriel dans des conditions de marché réside dans la flexibilité, la réactivité et une gestion adaptée. C'est pourquoi, d'après lui, l'industrie de défense doit passer d'un « système d'innovation restreint » (封闭式创新, *fengbi shi chuangxin*) à un nouveau « système d'innovation ouvert »

(开放式创新, *kaifang shi chuangxin*) afin d'établir une dynamique plus solide pour la recherche et l'innovation. Pour mettre en œuvre ce nouveau système, les industries de défense et les institutions de recherche militaire doivent être en mesure de se libérer de leurs limitations traditionnelles et de s'appuyer sur des ressources externes. Comme le soulignent Zhang Li et Liu, la complexité des systèmes d'armement modernes nécessite « une coopération intersectorielle et des

« Malgré le développement et la mise en service d'un très grand nombre de nouveaux programmes et équipements au cours des quinze dernières années, la Chine manque toujours d'un système d'innovation robuste qui puisse lui conférer un avantage compétitif en termes de technologie de défense. »

approches pluridisciplinaires » (多学科、多专业的交叉融合, *duoxueke, duozhuanyede jiaocha ronghe*).

C'est ce que Ping appelle « une alliance stratégique » (策略联盟, *celüe lianmeng*) : dans le cas du développement d'un système d'armes de grande envergure, l'industrie de défense doit être capable, en cas de besoin, d'utiliser des compétences externes à chaque étape du développement. Tout au long du processus de R&D et même en phase de production, certaines liaisons (pas encore établies) pourraient permettre aux entrepreneurs du secteur de la défense d'externaliser certaines de leurs activités et de collaborer avec des entités civiles sur demande. Bien entendu, cela implique de formaliser le système de gestion de la technologie relative à la défense non confidentielle, autorisant le transfert de certaines technologies aux entrepreneurs civils. En outre, l'introduction de technologies de défense sur le marché civil pourrait accélérer sa modernisation et, dans certains cas, promouvoir l'innovation. Mais, d'après Ping, c'est là que se trouve l'une des plus grandes faiblesses du système : dans le secteur de la défense, la « gestion de la propriété intellectuelle » (知识产权管理, *zhishi chanquan guanli*) est peu fiable et « pleine d'incertitudes » (受到诸多不确定因素的影响, *shoudao zhuduo buqueding yinsude yingxiang*). Le risque de perdre la propriété intellectuelle au bénéfice de l'industrie de défense étatique est un élément très important qui pourrait entraver l'entrée des entrepreneurs civils sur le marché de la défense. Zhang, Li et Liu ajoutent par ailleurs que la complexité du développement d'armes de haute technologie est accentuée par le manque de « politiques adéquates et d'un mécanisme opérationnel » (技术政策和运行机制, *jishu zhengce he yunxing jizhi*) qui pourrait faciliter certains processus industriels (par exemple, la transformation et l'application).

Par conséquent, comme le soulignent Ping, Liu et Guo, le besoin d'une plus grande ouverture dans le secteur de la défense se fait sentir, mais certaines contraintes structurelles (tradition bureaucratique, cloisonnement et autonomie) sont difficiles à surmonter. Liu et Guo suggèrent que l'État a un rôle important à jouer dans le décroisonnement de son industrie de défense. Tous les auteurs pensent que ce décroisonnement encouragera l'innovation, mais rappellent également que toute impulsion donnée à l'innovation doit être accompagnée d'un développement de la concurrence qui, selon eux, ne peut provenir que du marché.

La concurrence : pièce manquante du système d'innovation ?

Pour Liu et Guo, il ne fait aucun doute que le système chinois actuel de développement et d'acquisition d'armements est obsolète. Ils préconisent une « utilisation intégrale des mécanismes de la concurrence afin de stimuler l'innovation dans le processus technologique de développement d'armes » (将竞争机制充分运用到武器装备技术创新的全过程, *jiang jingzheng jizhi chongfen yunyong dao wuqi zhuangbei jishu chuangxinde quan guocheng*). Ping indique également que « l'ensemble du système d'acquisition de matériel militaire doit évoluer pour devenir plus ouvert et plus compétitif » (军品采购制度向竞争性采购制度转变, *junpin caigou zhidu xiang jingzhengxing caigou zhidu zhuanbian*). L'externalisation de l'approvisionnement constitue un élément très important dans le processus de libéralisation. Selon Ping, les entrepreneurs civils devraient être intégrés dans l'architecture des industries de défense, même s'ils ne sont pas autorisés à réaliser des recherches sur le cœur des technologies. De cette manière, ils pourraient apporter leur propre expertise technologique, introduire de nouvelles idées et stimuler l'esprit d'innovation grâce à leur implication (partielle). Pour Liu et Guo, cela implique l'approfondissement

de « l'intégration civilo-militaire » (军民结合, *junmin jiehe*) et la « localisation des capacités militaires au sein des capacités civiles » (寓军于民, *yujun yumin*)²⁶. Ces formes de gestion combinée devraient s'étendre et être mises en œuvre dans différents projets technologiques.

D'après Ping, l'introduction de mécanismes de concurrence au sein du système d'acquisition d'armements serait doublement bénéfique : elle améliorerait le potentiel d'innovation tout en aidant à réduire les coûts. À la place d'une industrie de défense publique assumant à elle seule le coût de l'ensemble du processus de R&D, l'externalisation des approvisionnements, la concurrence du marché et la sous-traitance pourraient contribuer à réduire considérablement les investissements ainsi qu'à accroître la rentabilité. Toutefois, comme le font remarquer Liu et Guo, en raison de la nature très particulière de la production d'armement, l'envergure de la concurrence et de la sous-traitance devrait être réduite. L'État devrait aussi jouer un rôle essentiel dans la régulation de ce processus. Néanmoins, ainsi que le souligne Ping, ces mécanismes doivent être mis en œuvre car, à mesure que « la polyvalence de la technologie se renforce, les liens s'améliorent et les bénéfices augmentent » (技术的通用性越强, 关联性越好, 收益就越大, *jishude tongyongxin yue qiang, guanlianxing yue hao, shouyi jiu yue da*). Pour prouver la faisabilité d'un tel système, Ping fait référence aux récentes évolutions au Royaume-Uni et aux États-Unis où des institutions civilo-militaires intégrées (par exemple, le Centre national américain des sciences de la fabrication, NCMS) ont été créées pour combler le fossé entre les industries civiles et l'industrie militaire. Comme le souligne Xu Yanhua, la Chine est toujours occupée à développer des conditions institutionnelles propices à l'acquisition d'une

capacité d'innovation globale. Pour ce faire, le secteur de la défense doit être adapté à « l'économie de marché socialiste » (社会主义市场经济, *shehui zhuyi shichang jingji*).

En conclusion, Liu et Guo indiquent que les fondements théoriques d'une telle évolution ont déjà été jetés, mais il semble que la volonté politique et les capacités de gestion manquent toujours. Liu et Guo ont rédigé leur article quatre ans après celui de Zhang, Li et Liu ; leurs diagnostic et conclusions restent globalement les mêmes. Étant donné que le décloisonnement et la libéralisation de l'économie de défense font partie d'un processus à long terme qui pourrait rester paralysé pendant encore quelques années, il est peu probable que la capacité d'innovation de l'industrie de défense chinoise augmente de manière significative dans les années à venir.

²⁶ À ce sujet, voir l'article de Brian Lafferty dans ce numéro.



3. Les principaux enjeux de l'intégration militaro-civile chinoise en 2013

Brian Lafferty

SOURCES :

- Dong Xiaohui²⁷, Zeng Li²⁸ et Huang Chaofeng²⁹, « La situation actuelle du développement de l'intégration militaire et civile de la base industrielle de défense nationale et la contre-mesure », *Junshi jingji yanjiu - Military Economics Research*, n° 4, 2012.
- Yang Guodong³⁰ et Liu Chanbin³¹, « Système et mécanisme du développement de l'intégration militaire et civile de l'industrie scientifique et technologique de défense :

²⁷ Dong Xiaohui est maître de conférences à la faculté de lettres et de sciences sociales de l'université nationale de technologie de défense.

²⁸ Zeng Li est professeur à la faculté de lettres et de sciences sociales de l'université nationale de technologie de défense.

²⁹ Huang Chaofeng est professeur adjoint à la faculté de lettres et de sciences sociales de l'université nationale de technologie de défense.

³⁰ Yang Guodong est doctorant à l'académie d'économie militaire de l'APL.

³¹ Liu Chanbin est ingénieur principal au département de formation de l'académie d'économie militaire de l'APL.

problème et solution », *Junshi jingji yanjiu - Military Economics Research*, n° 4, 2012.

- Gao Zhanjun³², Chang Minghui³³ et Duan Lin³⁴, « Recherche sur les réseaux d'innovation en matière d'intégration militaro-civile dans la province du Shaanxi », *Keji jinbu yu duice - Science and Technology Progress and Policy*, n° 1, 2013.

- Bureau de la science et de la technologie de défense et de l'industrie aéronautique du Shaanxi, « Construction d'une structure industrielle pour le développement fondé sur l'intégration militaire et civile », *Guofang keji gongye - Defence Science and Technology Industry*, n° 1, 2013.

- Département de promotion de l'intégration militaro-civile, « Ministère de l'industrie et des technologies de l'information : faire avancer sans cesse le développement fondé sur l'intégration militaire et civile », dans *Work Summary of the Inter-Ministerial Coordinating Small Group for the Construction of the 'Combining the Military and Civilian' and 'Locating Military Potential in Civilian Capabilities' Weaponry Research and Production System*, n° 1, 2013³⁵.

- Département de promotion de l'intégration militaro-civile, « Xi Jinping : s'efforcer de former une structure de développement militaire et civil profondément intégrée dans l'infrastructure et les domaines clés », dans *Work Summary of the Inter-Ministerial Coordinating Small Group for the Construction of the 'Combining the Military*

³² Gao Zhanjun est professeur adjoint à l'école d'économie et de gestion de l'université de droit et de science politique du Nord-Ouest.

³³ Chang Minghui est chef de projet de haut niveau à l'institut de recherche en technologie industrielle du Nord-Ouest.

³⁴ Duan Lin est maître de conférences à l'école d'économie et de gestion de l'université de droit et de science politique du Nord-Ouest.

³⁵ Lien : <http://mjhs.miit.gov.cn/n11293472/n11295193/n13373876/n14805156/15138647.html>

and Civilian' and 'Locating Military Potential in Civilian Capabilities' *Weaponry Research and Production System*, n° 2, 2013³⁶.

La promotion de « l'intégration militaro-civile » (军民融合, *junmin ronghe*)³⁷ reste un élément essentiel de la stratégie de développement militaire du pays à l'issue du récent XVIII^e Congrès. Les dirigeants chinois pensent toujours qu'un développement mieux coordonné entre l'industrie militaire et l'industrie civile se traduira par une meilleure utilisation des ressources du gouvernement et une accélération du développement de technologies stratégiques de pointe. Si ce modèle était mis en place avec succès, il pourrait aider la Chine à poursuivre la modernisation rapide de son appareil de défense sans causer un ralentissement excessif de sa croissance économique, tout en accélérant également le rythme de création et de banalisation des technologies de pointe. Consolidant le statut de grande puissance internationale du pays, cela pourrait contribuer à compliquer davantage une situation régionale et internationale déjà tendue.

Bien que le gouvernement chinois ait fait de l'intégration militaro-civile (IMC) l'une des priorités stratégiques nationales de son

³⁶ Lien: <http://jmjhs.miit.gov.cn/n11293472/n11295193/n13373876/n14805156/15321074.html>

³⁷ Même si ce terme est généralement traduit par « intégration civilo-militaire », cette traduction réduit l'accent que le chinois met sur l'aspect militaire du concept. Comme l'implique la phrase chinoise (et d'après l'utilisation qu'en fait la Chine), la Chine se concentre sur la fusion d'un secteur de défense jusque-là resté séparé des systèmes économiques et sociaux plus vastes du pays. Cette distinction peut sembler subtile, mais la traduction du terme par « intégration civilo-militaire » risque d'amener les analystes occidentaux à penser à tort que ce terme a le même sens en Chine qu'aux États-Unis. Dans ce pays, l'ICM met davantage l'accent sur l'intégration des entreprises commerciales au sein de la base industrielle de défense.

XII^e Plan quinquennal (2011-2015), la mise en œuvre de celui-ci est encore inachevée et sa promotion relativement inefficace. Les programmes académiques et les groupes de réflexion se concentrant spécifiquement sur la production d'une recherche en IMC ont commencé à proliférer ces dernières années mais, jusqu'à présent, leur impact a été faible. Ceci est dû en grande partie à la complexité de l'enjeu de l'IMC en Chine. Les systèmes militaires et civils chinois ont opéré pendant des années dans des réseaux totalement indépendants et leur développement passé est aujourd'hui en contradiction avec les besoins futurs de l'IMC. Avec le temps, ces modes de développement ont créé un ensemble de barrières, de redondances et d'incompatibilités entre le secteur civil et le secteur militaire, qui seront difficiles à lever.

Les auteurs présentés ici reviennent sur l'état actuel de l'IMC en Chine et notent que sa mise en œuvre reste un processus laborieux, et que les réformes lancées restent plus stratégiques qu'opérationnelles. En conséquence, les analyses actuelles des problèmes et perspectives de l'IMC ne diffèrent guère de celles réalisées il y a trois ou quatre ans, mais offrent toutefois un aperçu des principaux obstacles à sa mise en œuvre, et proposent de nouvelles orientations pour les réformes futures.

Le reste de cet article se concentre sur deux questions clés au sein des débats académiques actuels en Chine concernant l'IMC. Ces problèmes sont reconnus par les hauts dirigeants eux-mêmes, nous expliquent les auteurs. Enfin, l'article analyse la mise en œuvre des politiques d'IMC dans la province du Shaanxi. L'enracinement de l'IMC dans les territoires où elle peut avoir le plus de répercussions (dans les régions où la base industrielle de défense est un élément essentiel de l'économie locale) peut constituer l'enjeu le plus important à court terme.

Les problèmes actuels de la mise en œuvre de l'IMC

Les articles de 2012 traitent des problèmes actuels du système d'IMC. Dong, Zheng et Huang se penchent sur le manque de gestion politique de l'IMC au niveau central, tandis que Yang et Liu dénoncent un manque de lois et de réglementations délimitant les politiques d'IMC. Il s'agit, à l'heure actuelle, de points de vue relativement courants dans les analyses chinoises, et de nombreux autres articles récents ont mis en avant des arguments semblables. Cependant, la récurrence de ces critiques laisse à penser que, malgré la reconnaissance généralisée de ces problèmes, aucune politique efficace n'a encore été mise en place.

Dong, Zeng et Huang affirment que le principal obstacle au développement de l'IMC réside dans le manque de cohésion décisionnelle au niveau central. L'élaboration des politiques et leur application sont freinées par le fait qu'il n'existe pas d'institution politique unique chargée de superviser l'IMC.

Dans l'état actuel des choses, l'institution centrale principale consacrée à l'IMC est le département de promotion de l'IMC (军民结合推进司, *junmin jiehe tuijin si*), qui dépend du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (Miti). Toutefois, ce département joue plus un rôle de coordination que de direction, car il n'a pas le pouvoir de définir les politiques d'IMC. Il sert donc plutôt d'interlocuteur aux organisations gouvernementales impliquées dans l'élaboration de politiques d'IMC.

Outre l'absence d'une institution de direction globale, l'IMC souffre également d'une communication et d'une coopération limitées entre responsables civils et militaires. Par exemple, la gestion des industries de défense, principaux acteurs de l'IMC, est assurée à la fois par la Commission militaire centrale (CMC) et le Conseil d'État, à travers leurs propres organes indépendants : le département général de l'armement (DGA) et l'Administration de l'État

pour la science et la technologie de défense nationale (Sastind). Selon Dong, Zeng et Huang, plus d'une vingtaine d'organes du Conseil d'État et de l'APL supervisent différents aspects de la mise en œuvre de l'IMC. Cette multiplication des responsabilités rend plus difficile encore toute coopération efficace. Et c'est sans compter les dizaines d'institutions publiques ayant un rapport direct ou indirect avec la gestion d'activités liées de près ou de loin à l'IMC. Comme le notent Dong, Zeng et Huang, ces divisions invalident en partie les efforts d'intégration militaire-civile des hauts dirigeants chinois.

« Les auteurs reprochent à la Chine d'avoir, jusqu'à présent, utilisé l'objectif de développement de l'IMC pour maintenir les industries de défense en bonne santé, en faisant en revanche bien peu pour intégrer les secteurs civils et militaires. »

Le manque d'autorité globale pourrait être compensé par le renforcement de la législation relative à l'IMC, clarifiant les rôles de direction et levant les ambiguïtés politiques. Mais il s'agit là d'une autre lacune. Le gouvernement a certes produit des « opinions directrices », « avis » et « méthodes » pour définir les activités autorisées dans le cadre de l'IMC. Mais il ne s'est pas montré aussi proactif dans l'élaboration de lois et de réglementations plus contraignantes. Comme l'affirment Yang et Liu, le gouvernement doit encore mettre au point un système juridique complet concordant avec les exigences de l'IMC.

Sans cela, le développement de l'IMC reste compromis. Les auteurs appellent notamment de leurs vœux l'établissement d'une législation exhaustive encadrant l'activité des entreprises non-étatiques sur le marché de la production de matériels de défense. Cette activité, formellement interdite jusqu'en 2005, n'a pas encore été soumise à des lois ou réglementations spécifiques et reste minée par de nombreuses ambiguïtés légales non-résolues dans les domaines de la propriété intellectuelle, de l'investissement ou encore du financement.

Même si les dirigeants chinois ont tardé à répondre à ce genre de critiques, deux déclarations récentes laissent penser que le gouvernement est prêt à s'engager davantage à ce sujet. À la suite du XVIII^e Congrès, Miao Wei, ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information³⁸, a présenté au cours d'une réunion nationale de travail un rapport sur les objectifs futurs du ministère en termes d'IMC. Ce rapport évoque notamment la nécessité d'améliorer l'organisation et la coordination des tâches relatives à l'IMC, de renforcer la planification stratégique du développement de l'IMC, et d'utiliser plus efficacement les mécanismes de coordination interministériels. Ce rapport souligne également le besoin d'améliorer les lois et réglementations relatives à l'IMC. Il répond donc aux critiques et recommandations formulées jusque-là. Les remarques de Miao ont été relayées par les propos de Xi Jinping lors de son entretien avec les délégués de l'APL au cours de la première séance plénière de la XII^e Assemblée nationale populaire, en mars 2013, lors de laquelle il a appelé l'APL à former une structure de

développement militaro-civile « profondément intégrée » (深度融合, *shendu ronghe*). Ces deux interventions laissent sous-entendre que le gouvernement souhaite faire avancer les réformes en matière d'IMC ces prochaines années.

Bien entendu, la mise en pratique d'une politique s'avère parfois beaucoup plus difficile que son élaboration préalable. Les auteurs reprochent notamment à la Chine d'avoir, jusqu'à présent, utilisé l'objectif de développement de l'IMC pour maintenir les industries de défense en bonne santé, en faisant en revanche bien peu pour intégrer les secteurs civils et militaires. Par conséquent, l'impact de l'IMC sur la « conversion de la défense » (军参民, *juncanmin*) s'est révélé largement supérieur à celui qu'elle a eu sur l'« intégration des technologies civiles » (民参军, *mincanjun*).

Les provinces disposant d'une base industrielle établie, comme le Shaanxi, sont particulièrement affectées par ce problème, en raison d'intérêts solidement ancrés localement, liés au poids des industries de défense dans l'économie régionale. Deux articles récents décrivant la mise en œuvre de l'IMC dans le Shaanxi montrent en effet que les politiques d'IMC ont mené principalement à un développement des industries militaires sur le marché des produits à usage civil.

L'article de Gao, Chang et Duan souligne plus particulièrement le fait que l'innovation militaro-civile conjointe et la participation des industries civiles sur le marché de la défense sont peu fréquentes dans le Shaanxi. Les nombreuses bases de développement industriel d'IMC, qui utilisent un modèle de cloisonnement pour développer l'IMC au niveau local, ont peu fait pour intégrer en leur sein des entreprises civiles. Au contraire, ces bases restent presque entièrement dominées (en termes de ventes et de chiffre d'affaires) par des industries de

³⁸ En tant que ministre supervisant la coordination des activités du gouvernement relatives au travail d'informatisation et d'industrialisation de la Chine, le Miti représente la plus haute autorité civile responsable spécifiquement de la mise en œuvre de l'IMC, notamment *via* sa supervision du département de promotion de l'IMC susmentionné.

défense étatiques. Peu d'entreprises civiles ont réussi à pénétrer le marché de la défense dans le Shaanxi, et la plupart de celles qui ont réussi étaient à l'origine des entreprises de défense publiques, restructurées et placées sous direction civile. Les auteurs ne trouvent d'ailleurs que deux entreprises purement civiles opérant sur le marché de la défense dans le Shaanxi.

Dans son rapport, l'Office de la science et de la technologie de défense et de l'industrie aéronautique du Shaanxi ne semble pas indiquer un changement de paradigme en 2013. La « conversion de défense » devrait continuer à primer sur l'« intégration des technologies civiles ». Après une description des objectifs à court terme d'amélioration des performances industrielles à travers l'IMC, l'Office ne consacre qu'une brève rubrique à l'augmentation de la participation des entreprises civiles au marché de la défense. Il annonce qu'il prendra des mesures pour renforcer la supervision, la gestion et la direction du « transfert de technologies par rotation » de manière à attirer davantage d'« unités de travail » (單位, *danwei*) civiles dans les domaines de la recherche et de la production d'armement.

Ce type de promotion *pro forma* d'un aspect essentiel du développement de l'IMC – qui contraste fortement avec la promotion très proactive de la « conversion de défense » – est relativement courant au sein des départements et entreprises chargés de l'IMC et souligne les difficultés auxquelles fait face le gouvernement lorsqu'il essaie de promouvoir le développement de l'intégration militaro-civile. En particulier, l'on se demande comment celui-ci pourra mettre en place une gestion de l'IMC faisant autorité et un système juridique robuste s'il reste des indécisions concernant les objectifs fondamentaux de l'IMC.



4. Ouvrir les entreprises de défense au marché privé

Agatha Kratz

SOURCES :

- Luo Yan³⁹, « Une brève analyse des principaux problèmes des entreprises de défense cotées en Bourse », *Dangdai jingji*, mars 2013.
- Yao Guangning⁴⁰, « Recherche sur le financement des entreprises d'État militaro-civiles modernes », *Jungong wenhua - Culture Practice*, n° 8, 2011.
- Ma Rui⁴¹ et Fu Jianshe⁴², « Recherche probante sur la facilité d'accès au financement par dette des entreprises de défense cotées », *Tianjin Business School, Helongjiang External Trade Review*,

³⁹ Employé (pas d'information supplémentaire disponible) au National Optoelectronic Lab du Central China Photoelectric Technology Institute.

⁴⁰ Employé (pas d'information supplémentaire disponible) à l'Aircraft Research Strength Institute de l'Aviation Industry Corporation of China.

⁴¹ Chercheur à l'école de management de l'université de Tianjin.

⁴² Vice-président de l'école de management de l'université de Tianjin, professeur de comptabilité, spécialisé dans la théorie et la pratique de la gestion financière et de l'investissement, la comptabilité, la gestion des coûts, et la gestion des actifs intangibles.

n° 6, 2012.

- Fan Zhaozhen⁴³ et Jiang Zhaohong⁴⁴, « La transformation historique du système financier et d'investissement de la défense chinoise », *Junshi jingji yanjiu*, novembre 2008.

- Hou Yunliang⁴⁵ et Lu Yue⁴⁶, « Plusieurs opinions sur la question de la multiplication des canaux de financement pour les entreprises de défense », *Junshi jingji yanjiu*, mars 2010.

- Yang Shaoxian⁴⁷, Wang Suxiu⁴⁸, « Recherche sur les entreprises de défense chinoises cotées en Bourse », *Keji he chanye*, janvier 2013.

Jusqu'en 1979, nous expliquent Fan et Jiang, le financement des entreprises de défense chinoises était assuré par le Fonds pour le développement de l'industrie de défense (国防工业发展基金, *guofang gongye fazhan jijin*), qui distribuait ces fonds publics sous la forme d'investissements directs, de prêts et d'instruments financiers et bancaires. Dans la mesure où cet argent venait exclusivement de l'État, ces entreprises n'avaient aucune indépendance managériale, et répondaient simplement aux priorités étatiques en matière de sécurité nationale. C'est pourquoi elles

⁴³ Docteur en économie, maître de conférences à l'Institute of National Defence Economy and Management de l'université centrale d'économie et de finance de Pékin.

⁴⁴ Lieutenant-colonel, en charge de la section financière de l'unité 73 821.

⁴⁵ Étudiant en thèse au China Aviation Engineering Consulting Center.

⁴⁶ Chercheur et consultant en chef au China Aviation Engineering Consulting Center.

⁴⁷ Étudiant en thèse à l'école de gestion et d'économie du Beijing Institute of Technology, spécialisé en titrisation d'actifs, en intégration militaro-civile et dans le domaine de l'innovation.

⁴⁸ Doctorant à l'école de gestion et d'économie du Beijing Institute of Technology, spécialisé en gestion des organisations.

enregistraient pour la plupart des résultats médiocres jusqu'au début des années 1980⁴⁹.

Cette situation a changé profondément en 1979 quand, en parallèle des grandes réformes économiques des années 1980, les banques (étatiques) ont remplacé l'État comme principaux pourvoyeurs de fonds pour ces entreprises. Un certain nombre d'outils financiers ont également été mis à leur disposition : subventions publiques, prêts bancaires, investissements privés, autofinancement et même financement par capitaux et obligations. Selon les auteurs, cette évolution a créé une base saine pour la libéralisation des entreprises de défense.

Depuis, deux tendances majeures ont influencé le financement des entreprises chinoises de défense, toutes deux encouragées par le gouvernement : tout d'abord, la réorientation de ces entreprises vers des activités civiles (军转民, *junzhuanmin*) ; ensuite, la promotion de moyens non traditionnels de financement, avec un passage du financement par dette à celui par capital (债转股, *zhaizhuangu*). Ces deux réorientations significatives ont mené de nombreuses entreprises de défense à « entrer sur le marché » (上市, *shangshi*, c'est-à-dire en Bourse), non seulement pour limiter leur dépendance au financement bancaire, mais aussi, comme l'expliquent Yang Shaoxian et Wang Suxiu, parce que, au fur et à mesure que la proportion des produits civils dans la production totale de ces entreprises augmentait (pour atteindre aujourd'hui 70 % de la production agrégée de ces entreprises), celles-ci ont vu leurs besoins de financement augmenter rapidement.

⁴⁹ Selon certains auteurs, et notamment Tai Ming Cheung, nombre de ces entreprises sont restées peu performantes jusque dans les années 1990. Voir Tai Ming Cheung, "China's Entrepreneurial Army", Oxford University Press: Oxford, 2001.

Quelles ont été les retombées de ces deux tendances ? Le financement des entreprises de défense s'est-il réellement modernisé ? Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les réformes de 2007

Fan et Jiang expliquent que la réforme des entreprises d'État de 1997 a constitué une première étape de la modernisation du financement des entreprises de défense. Ces dernières ont subi une restructuration profonde de leur actionariat à la suite du lancement de la stratégie gouvernementale de « dette à action » (债转股, *zhai zhuan gu*), qui a ouvert la voie au financement par capital des entreprises d'État, et aux entrées en Bourse de la fin des années 2000.

Mais la réforme de 2007 est véritablement à l'origine de cette vague de cotations. En 2007, le comité de travail sur la défense nationale et la technologie, le comité de développement et réforme, et la SASAC (State-owned Assets Supervision and Administration Commission), avec l'accord du Conseil d'État, publiaient conjointement les Régulations provisoires sur la réforme de l'actionariat des entreprises de défense (“军工企业股份制改造实施暂行办法”, *jun gong qi ye gu fen zhi gai zao shi xing ban fa*), stipulant que, à l'exception des entreprises possédées à 100 % par l'État, les entreprises de défense pouvaient lever des fonds sur les marchés financiers. Selon les auteurs, ces réformes ont connu un succès important⁵⁰. Dès 2007, 18 entreprises postulaient pour un placement privé, et 10 préparaient leur cotation.

⁵⁰ Bien que les auteurs notent le succès de cette réforme, toutes les principales entreprises de défense sont restées pleinement publiques. Les entreprises qui ont été cotées au cours de ce processus sont donc le plus souvent des filiales de ces grandes entreprises de défense, de fait moins importantes au sein de l'appareil de défense chinois, et souvent de simples filiales commerciales par exemple.

Le rapport de la Commission militaire chinoise (CMC) de 2011 – Plusieurs opinions sur l'établissement et l'amélioration des systèmes de recherche sur les armes combinées militaires-civiles (“关于建立和完善军民结合寓军于民武器装备科研生产体系的若干意见”, *guanyu jianli he wanshan junmin jiehe yujun yumin wuqi zhuangbei keyan shengchan tixi de ruogan yijian*) – est venu compléter les réformes de 2007. Il annonçait que, à échéance de trois à cinq ans, toutes les entreprises de défense ou les instituts militaires disposant d'actifs de qualité et de revenus stables devraient se lancer dans des réformes de marché.

En conclusion, les quelques années écoulées depuis 2007 ont revêtu une importance notable pour l'industrie de défense. Elles ont ouvert la voie à une libéralisation accrue, et auraient dû mener ces entreprises à diversifier leurs moyens de financement pour soutenir leur croissance.

Une réforme aux résultats limités

Une titrisation limitée

Mais cet objectif n'a pas été complètement atteint. Comme l'expliquent Yang Shaoxian et Wang Suxiu, bien qu'il existât 63 entreprises de défense cotées – au sein des 10 conglomérats de défense chinois – fin 2012, la plupart d'entre elles n'étaient flottantes qu'à 20 % en moyenne, contre une moyenne de 70-80 % dans d'autres pays. Par ailleurs, le volume des actifs cotés restait très limité : parmi ces 63 entreprises, seul un quart avait plus de cinq milliards de yuans d'actifs, et 20 % disposaient de moins d'un milliard de yuans d'actifs. Enfin, la plupart de ces entreprises était cotée à Shanghai ou à Shenzhen plutôt que sur des marchés plus adaptés aux jeunes entreprises comme le SME Board (中小板, *zhongxiaoban*), le Venture Board (创业板, *chuangyeban*) ou le New Three Board (新三板, *xinsanban*).

Un recours excessif aux canaux de financement traditionnels

Hou Yunliang, Lu Yue, Ma Rui et Fu Jianshe notent que, malgré les changements de régulation survenus dans les années 2000, la plupart des entreprises de défense utilisent toujours aujourd'hui des « canaux de financement historiques » (comprendre des dettes bancaires provenant de banques publiques). Ceci est dû en partie au fait que, comme le notent Hou Yunliang et Lu Yue, les entreprises de défenses ont rencontré d'importantes difficultés pour lever des fonds sur les marchés financiers depuis la fin des années 2000. Par exemple, le *Rapport sur les actifs militaires chinois* du centre de recherche Changcheng Securities, cité par les auteurs, montre que, entre 2006 et 2008, 15 entreprises de défense nouvellement cotées en Bourse (pour un montant total de 22,6 milliards de yuans), et ont essuyé des échecs pour 15 milliards de yuans. Selon les auteurs, la libéralisation imparfaite du secteur financier chinois ainsi que le niveau de développement limité des marchés financiers domestiques sont à l'origine de ces difficultés. Par ailleurs, nombre d'entreprises de défense affirment trouver le financement non bancaire plus cher que le financement « historique », ce qui pèse sur leurs performances et diminue leur recours aux marchés financiers.

C'est pourquoi, aujourd'hui encore, les entreprises de défense privilégient les prêts bancaires pour financer leurs activités. Dans une étude sur les canaux de financement

des PME publiques de défense, Ma Rui et Fu Jianshe trouvent que la plupart des entreprises observées utilisent encore les prêts bancaires comme principale source de financement, et que l'accès au financement est d'autant plus facilité que les entreprises et leurs dirigeants entretiennent des relations privilégiées avec le secteur bancaire et gouvernemental. La plupart des entreprises interrogées usaient d'ailleurs de ces liens dans leur recherche de fonds.

« Malgré les changements de régulation survenus dans les années 2000, la plupart des entreprises de défense utilisent toujours aujourd'hui des « canaux de financement historiques » (comprendre des dettes bancaires provenant de banques publiques). »

Bien que peu surprenante – Ma Rui et Fu Jianshe expliquent que, en 2007, en encourageant ces entreprises à entrer en Bourse, le gouvernement leur a retiré leur principal avantage comparatif, c'est-à-dire leurs canaux de financement –, cette conclusion montre à quel point ces réformes ont eu un effet limité sur le financement des entreprises de défense jusqu'à aujourd'hui.

Une qualité médiocre des entreprises cotées

Par ailleurs, Luo Yan note que la plupart des entreprises de défense cotées en Bourse en 2010 se spécialisait dans les produits à usage civil, avec moins de dix sociétés cotées

spécialisées dans les produits à usage militaire. De plus, la plupart de ces entreprises était peu rentable, avec une offre de produits limitée, des moyens de production réduits, et des actifs de qualité médiocre et peu compétitifs.

Un actionnariat toujours très concentré

La réforme n'a pas non plus su diversifier l'actionnariat de ces entreprises. Luo Yan montre que, comparées aux pays occidentaux,

les entreprises de défense chinoises ont encore un actionariat très concentré. Selon l'auteur, aujourd'hui, 30,61 % des actionnaires ont un droit de vote majoritaire, alors que 59,81 % ont un droit de vote limité. Par ailleurs, la plupart des actions de ces entreprises restent possédées par des entités publiques, et les autres actionnaires sont plus petits et diversifiés.

Un conflit d'intérêt entre État et actionnaires

Selon Luo Yan, la nature même de ces entreprises rend leur cotation difficile. Comme l'expliquent Ma Rui et Fu Jianshe, celles-ci ont un statut particulier, qui fait que, en dépit du fait que le gouvernement soutient leur processus de libéralisation, celles-ci restent liées à des problématiques de sécurité nationale. C'est pourquoi il est difficile dans leur cas d'appliquer à la lettre les conditions de transparence et d'information prévalant pour d'autres sociétés cotées. Il existe donc un conflit d'intérêt entre les actionnaires et la sécurité d'État. Sans surprise, la régulation actuelle favorise cette dernière, et permet à ces entreprises, pour raison d'État, de publier moins d'informations financières ou stratégiques que nécessaire, avec moins de détails, ou avec un certain délai. Cela explique également le recours récurrent de ces entreprises au prêt bancaire et leurs difficultés de financement sur les marchés financiers.

Le recours au prêt bancaire accroît le risque systémique

Finalement, Ma Rui et Fu Jianshe affirment que le financement de ces entreprises par dette contribue à accroître le risque bancaire général. C'est pourquoi ils encouragent le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour diversifier le financement de ces entités.

Comment améliorer l'efficacité des réformes ?

Tous les auteurs s'entendent sur le fait que des mesures supplémentaires sont nécessaires. Fan Zhaozhen et Jiang Zhaohong suggèrent de reclassifier les entreprises de défense selon leur importance stratégique, et de les diviser en conséquence en quatre catégories d'actionariat : pleinement public, partiellement public avec contrôle majoritaire de l'État, partiellement public avec contrôle minoritaire de l'État, simple participation de l'État sans contrôle. De même, les formes d'investissement autorisées devraient correspondre à la classification susmentionnée : investissement direct, injection de capital et subventions d'investissement (直接投资, 资本金注入, 投资补助, *zhijie touzi, ziben jin zhuru, touzi buzhu*). Les investissements risqués, étrangers ou privés, ne devraient être acceptés que dans certains cas non sensibles.

Un autre moyen d'améliorer la situation serait de créer des « institutions financières non bancaires civilo-militaires » (军转民的非银行金融机构, *junzhuanmin de fei yinhang jinrong jigou*), des « services civilo-militaires au sein des banques d'État » (在国家政策性银行设立军转民融合业务, *zai guojia zhengce xing yinhang sheli junzhuanmin ronghe yewu*), ou encore des « fonds spéciaux civilo-militaires » (军转民专项开发基金, *junzhuanmin zhuanxiang kaifa jijin*),.

Yang Shaoxian et Wang Suxiu proposent pour leur part que, au niveau de l'État, la législation et la régulation soient améliorées et se conforment aux Secrecy Law (“保密法” , *baomifa*), Securities Law (“证券法” , *zhengquanfa*) et Company Law (“公司法” , *gongsifa*) en vigueur, pour enrayer la perte d'actifs publics. Les auteurs citent ici l'exemple des États-Unis, où certaines opérations nécessitent l'accord du gouvernement ou d'une institution spécialisée. L'État chinois

doit également renforcer ses fonctions de régulation et de supervision. Ainsi, tout en réduisant son actionnariat, l'État maintiendrait un statut privilégié dans le processus de financement des entreprises de défense.

Enfin, Hou Yunliang et Lu Yue recommandent l'émission d'obligations de court et moyen termes pour réduire le coût de financement de ces entreprises⁵¹. Les auteurs souhaitent aussi voir augmenter le nombre des « fusions et acquisitions » (并购, *binggou*) dans le secteur pour permettre une allocation plus optimale des ressources. Ils pensent que le principal problème des entreprises de défense chinoises aujourd'hui est que leurs actifs sont dispersés, qu'elles développent des projets redondants, à faible performance, avec une chaîne industrielle trop longue, et des ressources de R&D trop éclatées. C'est pourquoi leurs performances sont médiocres et les économies d'échelle limitées. Les auteurs souhaitent donc assister à un mouvement de réorganisation du secteur dans les dix années à venir. Pour soutenir cette tendance à l'intégration, une industrie du capital investissement plus saine et plus développée est nécessaire. Ces fonds ont en effet l'habitude de gérer ces niveaux de risque, dans des entreprises innovantes.

Pour conclure, nos auteurs montrent pourquoi l'industrie de défense en Chine a peiné à moderniser ses canaux de financement. Cela représente un problème important, notamment en raison du risque que cela fait peser sur le système bancaire et pour les entreprises de défense. C'est pourquoi la multiplication des

méthodes de financement doit devenir une priorité pour le gouvernement, même si cela vient en contradiction avec le statut particulier des entreprises de défense, notamment en termes de propriété intellectuelle et de sécurité nationale.

⁵¹ C'est ce qu'a fait Aviation Industry of China (中国航空工业集团公司, *Zhongguo hangkong gongye jituan gongsi*) en juillet 2008, avec l'émission de 5 milliards de yuans en obligations de court terme, à un taux d'intérêts de 2 % en deçà des taux bancaires. Ce fut le cas également de China Nuclear Group (中国核工业集团公司, *Zhongguo hegongye jituan gongsi*) en avril 2008, qui a émis des bonds de moyen terme.



5. APL 2.0 : informatisation de l'armée et perspectives stratégiques

Emmanuel Puig

SOURCES :

- Huang Renquan⁵² et Li Weimin⁵³, « Les effets de l'extension du domaine d'engagement de la défense-attaque aérienne au cyberspace sur l'avenir de la défense aérienne nationale », *National Defence Science and Technology - Guofang keji*, vol. 33, n° 3, 2012.

- Jin Fang⁵⁴, « «Système de défense-attaque» : une capacité de défense complète. La China Aerospace Science and Industry Corporation lance un nouveau thème au salon de l'aéronautique de Zhuhai », *Defence Science and Technology Industry - Guofang keji gongye*, n°11, 2012.

- Li Bingbing⁵⁵, Zhou Chuangming⁵⁶,

⁵² Doctorant à l'université technique des forces armées de l'APL.

⁵³ Directeur de thèse à l'université technique des forces armées de l'APL (aucune autre information disponible).

⁵⁴ Journaliste à *Defence Science and Technology Industry - Guofang keji gongye*.

⁵⁵ Étudiant de master à la faculté de défense aérienne et antimissiles de l'université technique des forces armées de l'APL.

⁵⁶ Professeur adjoint à la faculté de défense aérienne et antimissiles de l'université technique des forces

Guo Xinpeng⁵⁷ et Li Quanquan⁵⁸, « Applications de technologies d'exploitation de données dans des opérations de défense sol-air informatisées », *Aerodynamic Missile Journal - Feihang daodan*, n° 8, 2012.

- Liu Congxin⁵⁹ et Zhu Guoqing⁶⁰, « L'impact des forces armées spatiales sur la guerre régionale à l'ère de l'information », *National Defence Science and Technology - Guofang keji*, vol. 33, n° 1, 2012.

- Shi Zongpeng, Sun Tiecheng et Wang Zhanyong⁶¹, « Caractéristiques et modes de renforcement de l'efficacité des combats militaires à l'ère de l'information », *Journal of Naval University of Engineering - Haijun gongcheng daxue xuebao*, vol. 9, n° 1, 2012.

- Xu Xinzha⁶², Wang Sifu⁶³, Xu Jun⁶⁴ et Xie Nan⁶⁵, « Placer l'utilisation de l'environnement international au niveau de l'innovation pour la stratégie de supériorité de l'information », *National Defence Science and Technology - Guofang keji*, vol. 33, n° 6, 2012.

armées de l'APL.

⁵⁷ Maître de conférences à la faculté de défense aérienne et antimissiles de l'université technique des forces armées de l'APL.

⁵⁸ Étudiant de master à la faculté de défense aérienne et antimissiles de l'université technique des forces armées de l'APL.

⁵⁹ Capitaine et auxiliaire d'enseignement à l'université aéronautique des forces armées de l'APL.

⁶⁰ Colonel et professeur adjoint à l'université aéronautique des forces armées de l'APL.

⁶¹ Maîtres de conférences dans les sections d'enseignement et de recherche sur le sujet « Campagne militaire » à la faculté de commandement de la deuxième artillerie.

⁶² Professeur au département de développement scientifique de la faculté de génie électronique de l'APL.

⁶³ Étudiant de master à la faculté de génie électronique de l'APL.

⁶⁴ Étudiant de master à la faculté de génie électronique de l'APL.

⁶⁵ Troupe 77 108 de Chengdu (aucune autre information disponible).

Aux concepts « d'intégration civilo-militaire » (军民融合, *junmin ronghe*) et « d'innovation autonome » (自主创新, *zizhi chuangxin*) vient s'ajouter celui « d'informatisation » (信息化, *xinxihua*) au rang des principes fondamentaux de la modernisation militaire de la Chine. Dans le *Livre blanc sur la défense nationale* de 2006, les dirigeants chinois ont clairement affirmé que la modernisation militaire en cours était conçue pour que l'APL soit en mesure de gagner « des guerres locales dans des conditions d'informatisation »⁶⁶. Depuis lors, le développement des technologies de l'information et des capacités de communication de l'APL constitue un point critique pour le succès global de la modernisation de la défense chinoise. Aujourd'hui, chaque branche de l'APL est soumise à un processus d'informatisation complet. Ainsi que le soulignent Shi, Sun et Wang, l'informatisation constitue sans aucun doute la plus grande évolution connue dans la guerre moderne. Comme ils l'indiquent : « pas de réseau, pas d'armée et pas de guerre sans réseau » (无网不成军, 无战不经网, *wuwang bu chengjun, wuzhan bu jingwang*).

La progression rapide des technologies de l'information au sein de la société chinoise a eu un effet considérable sur la modernisation de l'APL : interconnexion, interopérabilité et intégration multiréseaux sont devenues un trait commun entre la société civile et la guerre moderne. Mais, de nos jours, la qualité du partage et de la gestion des informations ainsi que de la connectivité en réseau constituent des caractéristiques cruciales et distinctives de l'efficacité au combat. L'information est devenue une nouvelle source de capacité au combat. Comme l'écrivent Shi, Sun et Wang : l'efficacité au combat dépend aussi bien des matériels que du traitement de l'information.

⁶⁶ Voir « Défense nationale de la Chine en 2006 », Office d'information du Conseil d'État, République populaire de Chine, 29 décembre 2006.

Ainsi, l'un des plus grands défis qui se présentent à l'APL consiste à intégrer ce nouveau paramètre dans son processus global de modernisation, tout en suivant le rythme des progrès technologiques dans la sphère civile. D'après les articles sélectionnés, l'APL a atteint un degré opérationnel d'informatisation, mais il s'agit d'un processus progressif et certaines avancées cruciales ont été réalisées, notamment au niveau des capacités de C⁴ISR (« commandement, contrôle, communication, informatisation, renseignement, surveillance et reconnaissance » ; 指挥、控制、通信、计算机、情报及监视与侦察 ; *zhuihui, kongzhi, tongxin, jishuanji, qingbao ji jianshi yu zhencha*). À présent que l'APL est venue à bout des premières étapes de son informatisation, les stratégies chinoises préconisent une plus grande intégration technologique et de nouvelles utilisations tactiques sur le champ de bataille.

Toujours plus : aspects contemporains de l'informatisation de l'APL

Comme le signalent Shi, Sun et Wang, il est assez troublant d'observer que, de nos jours, les résultats sur le champ de bataille ne dépendent plus seulement de l'efficacité de la frappe, de la mobilité et de la mobilisation des forces. Dans la guerre moderne, il existe une « confrontation de l'information » (信息的对抗, *xinxi de duikang*) qui dépend de la maîtrise de la collecte et de la gestion de l'information. C'est ce que Li Bingbing appelle la complexité des dynamiques « de grande dimension, incertaines et non linéaires » (高维, 不确定, 非线性; *gaowei, buqueding, feixianxing*) de la guerre moderne dans des conditions d'informatisation. Ce passage d'une quête de supériorité matérielle à la gestion d'informations immatérielles a représenté l'une des évolutions majeures dans l'histoire de l'APL. Pour accomplir cette transformation stratégique, les forces de l'APL tentent d'effectuer une double modernisation : former une nouvelle génération de soldats et

améliorer le niveau global de leurs capacités en matière de traitement de l'information.

Développer la formation : le facteur humain reste crucial

Le fait que l'efficacité au combat dépende de plus en plus du traitement de l'information signifie que les soldats doivent être mieux entraînés à l'utilisation des nouvelles technologies. Dans des conditions de guerre informatisée, l'importance du facteur humain au combat n'a pas diminué. La qualité du traitement de l'information dépend dans une grande mesure des compétences des opérateurs, qui doivent donc être mieux instruits et mieux entraînés. Shi, Sun et Wang sont tout à fait conscients du rapport capital qui existe maintenant entre le développement d'équipements et la formation militaire. Au-delà du besoin de formation de base des soldats, les auteurs identifient deux autres aspects essentiels : la « formation complète » (综合训练, *zonghe xunlian*) et « l'intégration complète » (综合集成, *zonghe jicheng*), qui s'avèrent nécessaires pour mettre en œuvre une capacité opérationnelle entièrement informatisée.

Le premier concept est explicitement conçu pour garantir que l'opérateur possède les compétences suffisantes pour agir au sein d'un système complexe. Le second concept, lui, vise à promouvoir l'interopérabilité entre les systèmes (autrement dit, les différents éléments des forces de l'APL). L'enjeu majeur, dans ce cas, est de s'assurer que les troupes reçoivent une formation adéquate pour optimiser leur partage de l'information ainsi que leurs réponses aux commandements. En d'autres termes, l'objectif est d'obtenir une « combinaison horizontale et une intégration verticale » (横向衔接, 纵向一体, *hengxiang xianjie, zongxiang yiti*). Comme le soulignent Huang et Li, en cas de conflit, l'alliance simultanée de différents champs

de bataille (dans ce cas, la défense aérienne et le cyberspace) accroît considérablement le besoin d'intégration et de préparation opérationnelle. Ainsi, comme le suggèrent ces articles, parallèlement à la modernisation technologique, l'informatisation a accru le besoin de formation humaine et de gestion globale au sein de l'APL.

L'importance de l'exploitation des données

Lorsqu'il s'agit d'opérationnaliser l'informatisation, le mot clé semble être celui d'« intégration » (综合, *zonghe*). Celui-ci fait référence à la faculté d'utiliser des forces différentes, possédant des capacités spécifiques, pour remplir de manière simultanée des missions distinctes sous le même commandement. Pour mener à bien cette intégration, il faut pouvoir extraire et transmettre certaines données le plus rapidement possible. C'est pourquoi Li Bingbing, Zhou Chuangming, Guo Xinpeng et Li Quanquan soulignent l'importance de « l'exploitation des données » (数据挖掘, *shuju wajue*, data mining en anglais) dans leur article. Selon eux, « la technologie d'exploitation des données confèrera la supériorité dans la guerre de l'information du futur » (数据挖掘技术是未来信息化战争中掌握信息优势, *shuju wajue jishu shi weilai xinxihua zhanzheng zhong zhangwo xinxi youshi*). Dans le cas d'une opération de défense aérienne, l'exploitation des données peut permettre aux commandants, sur les champs de bataille, d'avoir accès à un ensemble de données facilitant la prise de décision.

Par exemple, l'utilisation simultanée d'informations sur la détection recoupées avec des bases de données et de modèles pourrait aider à mettre au point des plans de défense aérienne adéquats, voire de prendre des « mesures préventives » (防患于未然, *fanghuan yu weiran*). Le but ici est d'améliorer le processus de prise de décision et de faciliter

l'appréhension d'une vue stratégique globale d'une situation, en permettant aux unités de commandement d'identifier les mouvements de l'ennemi d'après des tendances tactiques et des modèles stratégiques. En raison de la grande quantité d'informations recueillies et transmises pendant les opérations, les processus d'exploitation de données sont conçus pour sélectionner et extraire des renseignements fiables et utiles. L'exploitation de données constitue une caractéristique très importante du processus d'informatisation. Un système informatisé trop rudimentaire risque d'être trop lent du fait de la surcharge d'informations superflues. La prise de décision et la capacité opérationnelle dépendent de la pertinence des informations traitées. Ainsi, comme le signalent Li *et al.* : il est vital que l'APL mette en place des systèmes d'exploitation de données efficaces dans le cadre de son informatisation. Dans le cas contraire, cette informatisation de l'APL s'avèrerait infructueuse.

« L'APL est en train de développer une capacité de défense intégrée dont plusieurs segments (forces terrestres, forces navales et forces aériennes) seraient capables d'opérer de manière intégrée sur le champ de bataille. »

Nouvelles capacités, nouvelles stratégies

Avec le développement des capacités d'informatisation de l'APL, les analystes chinois envisagent de nouvelles possibilités stratégiques. L'utilité de la mise en place d'un système C⁴ISR robuste pour la défense côtière ainsi que de l'utilisation d'une capacité militaire spatiale en cas de guerre régionale semble prendre de plus en plus d'importance.

Une nouvelle architecture pour la défense maritime chinoise ?

Lors du dernier salon aéronautique de Zhuhai, en novembre 2012, la China Aerospace

Science and Industry Corporation (中国航天科工集团公司, Zhongguo hangtian kegong jituangongsi, CASIC) a présenté une simulation en environnement réel de son projet de « système de confrontation et de défense » (防务对抗体系, fangwu duikang tixi). Ce système est conçu pour répondre à une éventuelle attaque aéronavale sur le territoire chinois. Son architecture dépend entièrement d'une capacité de C⁴ISR intégrée. D'après le récit vibrant que fait Jin Fang de cet événement, la démonstration de la CASIC a montré les immenses progrès de l'APL en matière d'informatisation. Pour la première fois dans l'histoire de l'APL, le développement d'un tel système implique que différentes branches de l'armée seraient en mesure d'opérer de manière simultanée face à une même menace. Le plus grand progrès réalisé est la mise au point d'un système informatisé complet intégrant différentes forces sous un même commandement central.

Même si le système n'est pas encore opérationnel, il prouve clairement que l'APL est en train de développer une capacité de défense intégrée dont plusieurs segments (forces terrestres, forces navales et forces aériennes) seraient capables d'opérer de manière intégrée sur le champ de bataille. D'autre part, le système déploie de nouveaux systèmes d'armes (par exemple, les missiles antinavires C-701 et C-704) ainsi que des systèmes spécifiques de surveillance, de reconnaissance et de communication tels que le drone WJ-600. Ainsi, même si un démonstrateur est loin de constituer un système opérationnel, la présentation de la CASIC a clairement démontré que l'un des objectifs d'informatisation de l'APL était d'acquérir une nouvelle capacité opérationnelle

dans le domaine de la défense maritime.

Les forces armées spatiales en cas de guerre régionale

Dans l'article de Liu et Zhu, le terme de « forces spatiales » (航天力量, *hangtian liliang*) fait référence aux capacités spatiales aussi bien civiles que militaires. Comme de nos jours, la plupart des technologies spatiales sont essentiellement à double usage, la nature même des technologies spatiales est de « brouiller les frontières » (界限日益模糊, *jiexian riyi mohu*) entre l'usage civil et le militaire. Mais les auteurs soulignent néanmoins le fait que l'usage militaire de l'espace est très particulier et qu'en fait, les utilisations civiles et militaires sont distinctes. Selon eux, les forces spatiales (militaires) doivent être conçues comme détentrices d'une double capacité : premièrement, elles réalisent la surveillance, la reconnaissance et le choix des objectifs sur Terre depuis l'espace ; deuxièmement, elles doivent assurer la sécurité de l'environnement spatial en contrôlant les activités spatiales et en répondant aux menaces potentielles qui s'y manifesteraient. Concernant la spécificité de la guerre régionale (c'est-à-dire un conflit de haute intensité mais de courte durée sur un territoire circonscrit), Liu et Zhu estiment que ce type de conflit a pour particularité d'entraîner un déploiement à distance et un grand besoin de mobilité, ce qui implique une dépendance accrue aux réseaux de communications.

Dans ce cas, les satellites constituent la clé de voûte de l'architecture de télécommunication. Ils fournissent des voies de télécommunication, mais sont utilisés également pour la météorologie, l'observation et le renseignement. Par conséquent, la capacité de collecte et de transmission d'informations complètes et précises au champ de bataille dépend essentiellement des satellites et de la manière dont ils acquièrent, traitent et transmettent les données. Au vu

de l'importance croissante de l'espace sur le champ de bataille, Liu et Zhu préconisent la création d'une « force spatiale comme partie intégrante de l'organisation de défense » (航天力量作为军事力量的一部分, *hangtian liliang zuowei junshi liliangde yibufen*) en Chine. De plus, en se fondant sur le modèle américain, ils considèrent que la Chine devrait commencer à développer la recherche sur la militarisation de l'espace, ce qui permettrait au pays d'améliorer sa préparation en cas de guerre locale.

En conclusion, il semble que les responsables de l'APL attendent beaucoup du processus d'informatisation. Parfois décrite comme le domaine le plus important de la modernisation militaire globale, l'informatisation semble être considérée comme le moyen idéal de réduire l'incertitude sur le champ de bataille. Mais la sécurité est une course sans fin : la conversion de l'APL en une force entièrement informatisée engendrera inévitablement de nouvelles vulnérabilités.

REPÈRES

6. La stratégie de sécurité alimentaire chinoise

Marie-Hélène Schwoob

SOURCES :

- Zhang Xiaoshan⁶⁷, « La sécurité alimentaire en Chine : problèmes et mesures », *Aisixiang*, 27 septembre 2012.
- Cheng Guoqiang⁶⁸, « Face à l'offre et à la demande alimentaire chinoise : situation actuelle et perspectives à moyen et long terme », *Aisixiang*, 16 mars 2012.
- Chen Xiwen⁶⁹, « La Chine, pour résoudre le problème de sécurité alimentaire, doit adopter une vision d'ensemble », *Aisixiang*, 24 mai 2012.
- Chen Jie⁷⁰, « Les importations de grains et la sécurité alimentaire chinoise », *Diaoyan*

⁶⁷ Zhang Xiaoshan est chercheur à l'institut de développement rural et membre de la division académique de l'Académie des sciences sociales.

⁶⁸ Cheng Guoqiang est chercheur au centre de développement du Conseil d'État et spécialiste des questions commerciales, agricoles et céréalières.

⁶⁹ Chen Xiwen est vice-président du groupe de travail national sur les milieux ruraux.

⁷⁰ Chen Jie est chercheur et directeur du département d'histoire agricole contemporaine au centre de recherche en économie rurale du ministère de l'Agriculture.

Un déficit alimentaire structurel

En 2012, la Chine est entrée dans la neuvième année consécutive d'accroissement de ses niveaux de production de grains⁷¹. Selon Chen Xiwen, le pays connaît aujourd'hui l'une des plus importantes périodes de développement de l'agriculture de son histoire. Cependant, les évolutions de la balance commerciale agricole, devenue négative en 2004, incitent les auteurs à s'interroger sur la manière d'assurer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire du pays.

D'après Cheng Guoqiang, la croissance économique accélérée et l'augmentation des niveaux de vie sont à l'origine de modifications des habitudes alimentaires de la population. Deux évolutions en particulier conduisent la Chine à recourir aux importations de produits alimentaires, qui pèsent dans la balance commerciale agricole : d'une part l'augmentation de la consommation de viande, qui entraîne une forte croissance de la demande de produits d'alimentation animale (maïs et soja notamment), et d'autre part l'accroissement de la consommation d'huile végétale (en particulier d'huile à base de soja). Par ailleurs, le développement des utilisations industrielles des grains⁷² lié à la modernisation des filières agro-alimentaires contribue également à l'augmentation de la demande chinoise.

⁷¹ Les articles d'auteurs chinois traitant des questions de sécurité d'approvisionnement alimentaire font référence aux « grains » (粮食, *liangshi*), mot souvent traduit par « céréales » (谷物, *guwu*), alors que la notion chinoise de sécurité d'approvisionnement en « grains » comprend à la fois la sécurité d'approvisionnement en céréales, mais également en « pois » (豆类, *doulei*, terme qui inclut le soja) et en « tubercules » (薯类, *shulei*). La distinction a son importance, les « grains » comprenant donc le soja.

⁷² Le développement rapide et massif de l'industrie de transformation du maïs, par exemple.

La consommation d'huile par habitant, souligne Chen Guoqiang, est par exemple passée de 12,5 kg en 2000 à 19 kg en 2010. Ces évolutions, à l'échelle de la Chine, combinées à des évolutions comparables pour la consommation de viande, sont loin d'être négligeables, et le pays importe aujourd'hui, à lui seul, 60 % du soja échangé sur les marchés mondiaux. Bien que la situation soit moins tendue pour le maïs, le fait que la Chine soit récemment passée du statut d'exportateur net à celui d'importateur net sur une denrée regardée comme historiquement stratégique, est loin de constituer une évolution insignifiante.

Ce qui inquiète les auteurs, ce n'est pas le niveau actuel d'insécurité alimentaire de la Chine, mais plutôt le fait que cette insécurité soit expliquée par des tendances structurelles, qui risquent de s'aggraver au cours des années à venir.

D'après Chen Xiwen, le fait que, en dépit des bonnes années de récolte passées, la Chine doive importer toujours plus de produits agricoles, illustre l'insuffisance des ressources naturelles chinoises par habitant. Pour lui, il est ici question d'une impossibilité matérielle de satisfaire la demande, ce qui entraîne une nécessité de recourir aux importations.

D'après Cheng Guoqiang, au cours des cinq à dix prochaines années, l'industrialisation et l'urbanisation de la Chine vont entrer dans une période critique de développement. Selon l'auteur, ces évolutions auront deux conséquences : tout d'abord, la poursuite de la croissance démographique, du développement économique accéléré et de l'urbanisation va continuer à accroître la demande de protéines animales et d'huile végétale. Par ailleurs, Cheng Guoqiang souligne qu'en plus du manque structurel de terres en Chine (人多地少是我们的基本国情, « *renduo dishao shi women de jiben guoqing* »), l'accélération de l'industrialisation

et de l'urbanisation va encore accentuer les pressions sur les terres arables, mais aussi sur les ressources en eau et sur la main-d'œuvre agricole, et aggraver les problèmes de pollution environnementale. Ces évolutions accentueront d'autant plus les pressions sur la production agricole, ce qui aura des répercussions sur le niveau de sécurité alimentaire chinoise.

Une stratégie de sécurité alimentaire reposant sur trois piliers

1. *Limiter les importations et augmenter la productivité nationale*

Les auteurs mettent en garde contre les dangers d'un recours trop important aux importations. Selon Cheng Guoqiang, la taille de la population chinoise ne peut permettre au pays de se reposer entièrement sur les importations. Bien que celles-ci aient pu permettre par le passé de stabiliser les prix du marché intérieur, l'auteur souligne que cette stratégie affecte la structure d'offre et de demande des marchés internationaux : l'augmentation des prix du marché intérieur se répercute sur les prix internationaux, dont l'évolution est à son tour retransmise aux prix du marché intérieur, contribuant à aggraver la volatilité de ceux-ci.

L'auteur souligne par ailleurs que l'évolution des prix n'est pas seulement conditionnée par les évolutions de la structure du marché domestique et des politiques monétaires : selon lui, le développement des biocarburants a également affecté les marchés internationaux, ce qui a eu des répercussions sérieuses sur la volatilité des prix en Chine.

Pour tenter d'apaiser les fluctuations de prix des produits alimentaires liées aux évolutions des marchés internationaux, la Chine tente de limiter au maximum ses importations. Depuis des années, la stratégie de sécurité alimentaire du pays est symbolisée par l'objectif d'autosuffisance en grains – considérés comme constituant la base du régime alimentaire – fixé à 95 % par le livre blanc de 1996 sur la sécurité alimentaire. Pour Zhang

« Le fait que, en dépit des bonnes années de récolte passées, la Chine doit importer toujours plus de produits agricoles, illustre l'insuffisance des ressources naturelles chinoises par habitant. »

Xiaoshan, le maintien de cet objectif d'autosuffisance constitue un véritable défi pour la Chine. Si, selon lui, les politiques agricoles mises en œuvre dans les années 1980 (système de responsabilité des ménages en particulier) ont été particulièrement efficaces, elles ne suffisent plus aujourd'hui, et la Chine doit désormais décupler ses efforts pour développer sa productivité agricole, en particulier par les progrès technologiques et l'investissement agricole.

Zhang Xiaoshan souligne à ce propos la forte présence des investisseurs étrangers sur l'ensemble des secteurs de l'agroalimentaire chinois : technologies agricoles, machinerie, semences, etc. Entre les craintes d'« englobement des entreprises domestiques par les investissements étrangers » et les arguments selon lesquels l'investissement étranger stimulerait au contraire les entreprises domestiques, les débats sont vifs à l'heure actuelle. Pour Zhang Xiaoshan, le véritable débat concerne le danger des situations de monopole, quelles qu'elles soient (domestiques ou étrangères). Selon lui, le principal problème réside dans l'inégalité des rapports de pouvoir entre les producteurs agricoles et les entreprises. Zhang dénonce le fait que les paysans, contrôlés par

le capital, se retrouvent bloqués dans une situation de dépendance. Cette situation, souligne l'auteur, distingue le modèle chinois des autres modèles asiatiques, et en particulier du modèle japonais. Pour lui, le gouvernement devrait encourager les formes d'association paysannes professionnelles (coopératives) et l'établissement d'un dialogue équilibré entre les associations de producteurs, les entreprises de transformation et le gouvernement. Pour Zhang Xiaoshan, ces évolutions pourraient améliorer de manière significative l'allocation des ressources et l'efficacité de la production, et contribuer ainsi à garantir la sécurité alimentaire chinoise.

2. La nécessité d'arbitrer : abandonner certaines productions

Pour Zhang Xiaoshan, la Chine n'a d'autre choix que d'abandonner certaines productions extensives et peu productives, comme le soja, afin de garantir la sécurité alimentaire pour ce qui concerne les céréales de base (弃油保粮, *qiyoubao liang*, « abandonner l'huile pour protéger les céréales »). Chen Jie arrive à la même conclusion : si le soja est un produit agricole important, les niveaux de productivité sont trop faibles en comparaison de ceux des autres grains, et l'huile qui en est tirée a des substituts, ce qui diminue « l'urgence du soja ». Mais cette stratégie présente plusieurs inconvénients. Aujourd'hui, la Chine importe 60 % de ses besoins en soja, dont l'essentiel est génétiquement modifié, ce qui nourrit les inquiétudes de l'opinion publique. Par ailleurs, la filière chinoise de transformation industrielle manque encore de structuration. Pour Chen Jie, le gouvernement devrait, dans la logique de cet arbitrage, soutenir les entreprises importatrices, accélérer la mise en place d'associations décentrées d'un véritable pouvoir de négociation, encourager l'établissement de systèmes logistiques entre la Chine et les pays exportateurs, travailler à la construction de relations stables et directes

avec les producteurs agricoles, construire des ports de commerce et des marchés d'échanges internationaux et mettre en place des mécanismes de sécurité sanitaire et de prévention et de gestion des risques.

3. Une « sortie » pour la sécurité alimentaire ?

Les investissements dans les technologies agricoles et l'abandon de certaines productions n'ont cependant pas suffi à régler tous les problèmes liés à la sécurité alimentaire chinoise. Zhang Xiaoshan note qu'en 2009, les importations de grains étaient équivalentes à 7,4% de la consommation intérieure – dépassant ainsi le seuil des 5 % fixé par l'objectif d'autosuffisance en grains. En 2008, le déficit de la balance commerciale agricole s'élevait déjà à 18,1 milliards de dollars. Pour les auteurs, la Chine est entrée dans une ère de déficit agricole.

D'après les calculs de Zhang Xiaoshan, pour satisfaire pleinement la demande alimentaire, la Chine devrait cultiver 2,1 milliards de *mu*⁷³. Or la « ligne rouge » des terres arables destinées à la production agricole est actuellement fixée à 1,8 milliard de *mu*, ce qui signifie que la Chine devrait cultiver 13 % de ses terres à l'étranger. Selon l'auteur, du fait de la structure naturellement déséquilibrée de la Chine (7 % des ressources en eau, 7 à 9 % des ressources en terres pour 20 % de la population mondiale), le recours aux ressources en terres et en eau de pays tiers est inévitable.

Pour Chen Jie, il est nécessaire de faire appel à la stratégie de « sortie » (走出去, *zouchuqu*⁷⁴). Selon l'auteur, à long terme, les potentialités de

⁷³ 15 *mu* correspondent à 1 hectare.

⁷⁴ Le terme *zouchuqu* désigne une politique économique lancée par le gouvernement chinois en 2000 pour encourager les investissements d'acteurs chinois (publics, semi-publics ou privés) à l'étranger (voir *China Analysis* n° 36).

production agricole des pays sud-américains, africains et de certains pays limitrophes sont importantes. Développer la coopération avec ces derniers afin d'augmenter leurs niveaux de production agricole, souligne-t-il, peut non seulement permettre de contribuer au développement économique et à l'emploi local, mais également jouer un rôle important dans l'apaisement des tensions sur les marchés internationaux de l'alimentation. Pour Chen Jie, des étapes historiques de coopération internationale pour la production alimentaire ont d'ores et déjà été franchies, et les importantes réserves de change chinoises pourraient accélérer le lancement de projets de coopération à l'international, la production alimentaire faisant partie, selon lui, des industries à forte intensité en capital (aménagement du territoire, infrastructures d'irrigation, semences, machinerie, infrastructures routières, stockage, etc.).

Selon Chen Xiwen, de plus en plus d'entrepreneurs agricoles chinois prévoient en effet de « sortir » du territoire chinois. L'auteur souligne néanmoins l'ampleur des difficultés auxquelles ces investisseurs sont confrontés. En plus des problèmes de propriété privée de la terre et des négociations avec les propriétaires des exploitations agricoles, l'auteur fait remarquer que le territoire d'un pays reste la propriété de celui-ci, et que le fait d'amorcer des discussions liées aux terres appelle à s'engager aussi sur des questions d'ethnicité, de nationalité, de politique, ce qui crée plus de problèmes que de solutions.

La Chine, ainsi, se retrouve face à une équation complexe, dont chaque composante stratégique comporte ses propres inconvénients et nécessite l'implication d'un ensemble éclaté d'acteurs, ce qui remet radicalement en cause le principe historique de planification étatique de l'approvisionnement alimentaire.



7. Wenzhou : un an après la réforme

Agatha Kratz

Sources :

- Hu Shuli⁷⁵, « La réforme financière locale de Wenzhou va influencer de nouvelles décisions au niveau central », *Xin shiji*, 29 mars 2013.
- Tan Zhijuan⁷⁶, « Les difficultés rencontrées par la réforme financière de Wenzhou un an après : les industriels appellent à des mesures gouvernementales », *Zhongguo jingying bao*, 1^{er} avril 2013.
- Wang Peicheng⁷⁷, « Les détails de l'échec de la réforme de Wenzhou », *Caijing*, 2 décembre 2012.

L'été dernier, dans notre n° 38 de *China Analysis*, nous commentions sur la réforme financière de Wenzhou, lancée le 28 mars 2012 pour tenter d'enrayer la crise économique qui a affecté la ville et son tissu d'activités

⁷⁵ Rédactrice en chef de *Caixin Media* et de *Xin shiji*. Elle assure aussi les fonctions de présidente de l'école de communication et de design de l'université Sun Yat-sen de Canton. Elle est la fondatrice du magazine *Caijing*, dont elle a été la rédactrice en chef pendant onze ans.

⁷⁶ Journaliste économique à *Zhongguo jingying bao*.

⁷⁷ Journaliste à *Caijing*.

en 2011. Un an après le lancement de ce plan de réforme particulièrement ambitieux, trois journalistes spécialistes des questions économiques tentent d'établir un bilan de cette réforme.

Wenzhou, il y a un an...

Hu Shuli nous rappelle que la réforme financière de Wenzhou a été engagée le 28 mars 2012 lors d'une réunion ordinaire du Conseil d'État. Celle-ci est alors définie d'une part comme un programme pilote, première étape-test d'une libéralisation financière progressive au niveau national, d'autre part comme un remède possible contre la crise économique sévère que connaît la capitale du Zhejiang, nous explique Wang Peicheng.

C'est pourquoi, rappelle Hu Shuli, ce projet de réforme a cristallisé de nombreux espoirs, tant de la part des réformateurs que des acteurs économiques de Wenzhou.

Wenzhou se présentait idéalement pour une telle « opération-pilote », note Hu Shuli, puisque la ville est considérée, sur le plan économique, comme une sorte de « Chine miniature » (中国经济的缩影, *Zhongguo jingji de suoying*). Si cette réforme s'avérait fructueuse, ses enseignements pourraient donc être extrapolés sur un plan plus large – voire national – et l'expérience être renouvelée « à l'identique » dans d'autres régions.

Une année d'approfondissement et de réorientation

La réforme lancée en mars 2012 n'avait pas encore sa forme actuelle. Le plan initial ne comprenait qu'un ensemble de « 12 missions » (国12条, *guo 12 tiao*), sortes de « principes directeurs » volontairement généraux. Comme l'explique Wang Peicheng, ces « 12 missions » ont ensuite été détaillées par le bureau des affaires financières de la ville de Wenzhou

au sein du Plan pour la mise en place de l'expérience de réforme financière intégrale de la ville de Wenzhou dans le Zhejiang (« 浙江省温州市金融综合改革实验区实施方案 » ou « 金改细则 »), et présentées le 23 novembre 2012, après de nombreux retards et reports. Si le texte subit avec succès son examen par les législateurs, il pourrait entrer en vigueur dès octobre 2013.

Selon Li Youxing, professeur à l'école de droit Guanghai de l'université du Zhejiang et l'une des personnalités en charge du projet de loi, cité par Tan Zhijuan, le texte détaillé contient actuellement 9 chapitres et 117 articles. Cette version « brute » enrichit tout d'abord les thématiques abordées par les 12 missions : prêts, emprunts, investissements et autres financements non publics, organisation des systèmes et services financiers non gouvernementaux, et notamment des associations industrielles de financement privées, cadre réglementaire (supervision et contrôle) et juridique (responsabilités...) du financement non officiel, etc.

Selon Wang Peicheng, ces règles enrichissent et étendent considérablement les 12 objectifs de la réforme initiale. En particulier, le périmètre de la réforme englobe maintenant les zones rurales proches de Wenzhou. Cela permet d'intégrer dans l'expérimentation de nombreux enjeux de développement régional.

Ces principes plus précis amorcent également un réel changement de cap : ils promeuvent un desserrement des règles légales d'accès à la finance, et à un allègement des mécanismes locaux de supervision bancaire et financière.

Le plan détaillé reprend aussi de nombreux éléments de la réforme de Lishui dans le Zhejiang. En 2012, ce village avait été choisi comme zone d'essai pour une réforme plus agricole que financière, mais comportant certaines mesures de libéralisation des

procédures relatives aux prêts et aux capitaux agricoles. Les règles détaillées font donc de Wenzhou une zone pilote non seulement pour la libéralisation du secteur financier, mais aussi pour l'expérimentation de projets tels que les plateformes coopératives de développement immobilier, d'entraide rurale, d'assurance, et plus généralement de nouveaux services financiers consacrés aux « trois problèmes ruraux » (三农 ou 三农问题, soit l'agriculture, les paysans, et les zones rurales).

Ces projets détaillés tentent, enfin, d'apporter des solutions aux difficultés financières des gouvernements locaux. Il est proposé notamment d'instaurer des règles budgétaires plus contraignantes limitant le recours à l'emprunt public, de procéder à un effort de formation des cadres locaux à la gestion financière et à un « scoring » plus sélectif des projets financés par les plateformes locales de financement. Les gouvernements locaux, tout en faisant l'objet d'un encadrement plus rigoureux, devront rechercher davantage de sources de financement alternatives, et sont notamment encouragés à emprunter directement aux institutions financières privées.

D'après Wang Peicheng, une conclusion claire s'impose au regard de toutes ces observations : un an après sa genèse, la réforme de Wenzhou est devenue bien plus qu'une réforme financière limitée et locale. Elle est désormais une véritable réforme financière et institutionnelle régionale, dont l'objectif affiché est le développement économique du Zhejiang dans son ensemble.

Des avancées financières limitées

Bien que ces règles détaillées n'aient pas encore été adoptées officiellement, la ville de Wenzhou a déjà, par anticipation, mis en place de nombreux volets de la réforme, notamment financiers.

Selon Hu Shuli, au 28 mars 2013, les résultats visibles de cette année de réforme sont les suivants : 78 programmes de réformes ponctuels ont été lancés, mettant en place une nouvelle organisation du système bancaire local et des services financiers en général, rénovant le cadre et les règles de supervision, et réformant le mode de fonctionnement du marché de capitaux local. Ont également été mis sur pied : de petites sociétés de crédit, plusieurs banques rurales, des centres privés de microcrédit, et des forums d'échange de droits de propriété.

Selon Tan Zhijuan, un certain nombre d'avancées ont également été réalisées en termes de législation sur les prêts et emprunts privés. Des efforts de standardisation et de transparence ont été menés, mais ceux-ci se sont malheureusement avérés peu efficaces. Seuls 400 millions de yuans d'encours avaient été enregistrés par le centre d'enregistrement des prêts et emprunts à Wenzhou à la fin 2012 (soit moins de 2 million de yuans par jour), ce qui est bien peu au regard de l'activité économique d'ensemble de Wenzhou.

D'après Tan Zhijuan, la réforme n'a pas atteint son objectif principal : la remise en marche de l'économie locale. En effet, le climat économique ne semble pas s'être notablement amélioré, ce qui place parfois les réformateurs dans une « situation d'embarras » (“尴尬” 现状, *ganga xianshuang*). Comme le dit Tan Zhijuan, « la situation est inquiétante, non seulement la crise n'est pas passée, mais les difficultés de Wenzhou semblent s'être aggravées ». Pour preuve, les profits manufacturiers de Wenzhou sont toujours très bas, tout comme les retours sur investissement dans l'industrie en général. Les marges de profit des PME n'ont pas dépassé 1 à 3 %, alors que les taux d'intérêts restent proches de 20 %. Malgré cela, on déplore une grande frilosité des prêteurs. Selon l'auteur, il faudra au moins entre 3 et 5 ans pour que l'attractivité

commerciale et économique de Wenzhou se rétablit.

Par ailleurs, début 2013, les prêts entre individus et aux entreprises étaient encore largement fondés sur les relations d'amitié ou du moins interpersonnelles ; et les prêts interentreprises n'avaient toujours pas de base juridique légale.

Les résultats de la réforme semblent donc loin de répondre aux attentes qu'elle a suscitées. Comme l'explique Hu Shuli, les médias, les experts économiques et politiques, ainsi que les observateurs de la réforme en général évaluent prudemment ses résultats, et ne notent pas d'« avancée majeure » (突破, *tupo*) pour le moment.

Il semblerait même, rapporte l'auteur, que face aux « deux congrès » (*lianghui*, ANP et CCPPC), le maire de la ville ait été forcé d'admettre qu'en réalité, il existe un écart important entre les objectifs et les réalisations de cette année de réforme sur trois points particuliers : entre les perspectives d'emploi, et les espoirs qui avaient été formulés par les habitants ; entre le système actuel de services financiers et les besoins des petites entreprises ; enfin, entre le dynamisme des prêts privés et la faiblesse du système de supervision financière.

Ces écarts sont tels que certaines personnalités se laissent parfois aller à l'ironie, faisant remarquer par exemple que Wenzhou ne compte toujours pas de banque commerciale privée, après un an de libéralisation – alors que

sa voisine, Taizhou, en compte trois.

Pour finir, Hu Shuli souligne l'une des grandes incohérences de cette réforme : le fait qu'elle n'aborde pas la libéralisation des taux d'intérêts. Mais ce point reste résolument hors du champ de la réflexion. Selon Yi Gang, vice-président de la Banque centrale, cité par Hu Shuli, on ne peut lancer une libéralisation des taux d'intérêts sans établir au préalable un

certain niveau de concurrence dans le secteur financier, et avant d'avoir réglé le problème des banques « too big to fail » (“银行不能倒”, *yinhang bu neng dao*).

Comment accroître la portée de cette réforme, et lui permettre d'atteindre ses deux objectifs principaux ?

Hu Shuli explique que, pour que cette réforme porte véritablement ses fruits, il faut que Wenzhou obtienne une plus grande autonomie en termes de régulation financière. Et c'est du reste l'une des principales revendications de Wenzhou à l'heure actuelle. Selon Wang Peicheng, la ville a demandé en mars 2013 au Conseil d'État d'être

autorisée à accueillir des banques privées, et de disposer de la capacité d'examen des nouvelles requêtes. Il faudrait pour cela que soient déléguées aux autorités locales des prérogatives de régulation financière, même limitées – mise en place du cadre local de supervision financière, des « règles du jeu » encadrant les risques et dérives potentiels de la réforme, etc. –, et une plus grande faculté d'initiative. Mais, pour l'instant, ces requêtes n'ont pas été entendues, et, *a fortiori*, n'ont

« Un an après sa genèse, la réforme de Wenzhou est devenue bien plus qu'une réforme financière limitée et locale. Elle est désormais une véritable réforme financière et institutionnelle régionale, dont l'objectif affiché est le développement économique du Zhejiang dans son ensemble. »

pas été abordées dans les règles détaillées. Selon Zhou Dewen, président de l'Association de développement des PME de Wenzhou, cette absence de décentralisation reste le principal frein à la réforme.

Malgré cela, dit Hu Shuli, il est nécessaire que les autorités centrales s'impliquent davantage dans la réforme, et soient plus présentes tout au long de sa mise en œuvre. Celle-ci préconise un processus plus itératif, permettant une meilleure cohérence entre le plan élaboré au niveau central et les objectifs concrets de développement économique et social de Wenzhou et du Zhejiang. Cela demandera davantage d'ingénierie politique et économique, mais aussi d'expertise et de suivi.

Hu Shuli propose aussi de s'inspirer de l'expérience fructueuse de Taïwan pour accroître les chances de réussite de la réforme. À l'époque, Taïwan avait favorisé un système de financement encourageant le développement technologique et les industries innovantes, permettant l'activité de fonds d'investissements, et facilitant l'émergence de marchés financiers primaires et secondaires.

Comment juger du succès de la réforme ?

En conclusion, Hu Shuli propose trois critères d'évaluation pour juger du succès ou de l'échec de la réforme. Tout d'abord, il faudra vérifier si le prix du capital et des financements sont revenus à des niveaux « normaux », ou du moins « raisonnables » (理性, *lixing*). Sans cela, la réforme n'aura pas atteint son objectif de stabilisation de l'économie. Ensuite, il conviendra de se demander si les canaux de financement ont été rétablis, et sont redevenus dynamiques et viables. Enfin, on cherchera à savoir si l'économie réelle est entrée dans un cercle vertueux, et si la machine économique locale s'est remise en route.

Pour Wang Peicheng, une durée d'expérimentation d'au moins cinq années sera nécessaire pour que le paysage financier de Wenzhou évolue en profondeur, et pour y transformer le secteur des services financier en une « industrie » à part entière. On ne pourra juger véritablement des résultats de la réforme avant ce délai.

Enfin, Wang Peicheng cite un fonctionnaire de la Banque centrale, lequel affirme que la réforme de Wenzhou a déjà atteint au moins un objectif induit, non négligeable : grâce à elle, toute la population de Wenzhou s'intéresse à la réforme financière, et celle-ci est mentionnée et commentée à tous les niveaux. Selon Wang, c'est le point résolument encourageant de la réforme.



8. Les inadéquations du système politico-judiciaire chinois face aux protestations collectives

Hugo Winckler

Sources :

- Xu Xin⁷⁸, « Les protestations collectives dans la Chine contemporaine et leur résolution », *Caijing*, 29 juillet 2012.

- Tang Qiuzhong et Ding Jingxiang⁷⁹, « Étude des mesures à prendre pour régler les protestations collectives mettant en cause des paysans », *China Court, Zhongguo fayuanwang*, 20 décembre 2012

Le pouvoir politique chinois, malgré sa mainmise sur les canaux d'expression de la société civile, est confronté à l'émergence d'un nombre grandissant d'affaires, à l'occasion desquelles une collectivité d'individus se réunit pour revendiquer le respect de ses droits. La fréquence avec laquelle apparaissent ces différends et leur médiatisation engendrent, comme le notent les auteurs, une série de difficultés pour le gouvernement central et les

⁷⁸ Professeur de droit au Beijing Institute of Technology, spécialiste de la gestion des protestations collectives.

⁷⁹ Les deux auteurs sont juges dans la province du Fujian.

différents échelons locaux de pouvoir. En effet, ces derniers sont souvent incapables de faire face à ces mouvements de société, dont ils ne comprennent pas bien les ressorts. Ils peinent à comprendre également la logique qui leur permettrait de développer de bonnes relations avec la population civile. Les trois auteurs analysent ce phénomène, dont l'importance est croissante en Chine, et réfléchissent aux moyens de le résoudre. Les deux articles soulignent surtout l'inadéquation du système politico-judiciaire face à une société civile embryonnaire, et mettent en avant la nécessité pressante de résoudre ce type de tensions sociales pour assurer la stabilité du régime.

L'affaire du Fujian comme illustration d'un phénomène en croissance

Tang Qiuzhong et Ding Jingxiang débutent leur analyse du phénomène par l'étude d'un cas, présenté par les auteurs comme symptomatique de la réalité sociale. Les éléments litigieux de l'affaire apparaissent en 1997 et s'étalent sur cinq ans. Durant cette période, le gouvernement du village de Dawang, dans la province du Fujian, cède plus de 6 000 hectares du parc forestier municipal à un autre village afin de permettre leur exploitation par une compagnie privée. En 2004, une réunion est organisée par les autorités locales du Parti au cours de laquelle la population est mise devant le fait accompli : le droit collectif de propriété ne s'exerce plus que sur une soixantaine d'hectares. Dès lors, le conflit entre la population et les autorités locales commence à s'embraser. Il éclate au grand jour en 2008 quand soixante-dix paysans manifestent devant les bureaux du gouvernement du comté de Jiangle, dans la province du Fujian. Au niveau cantonal, le Parti prend position pour les cadres du village. Cela entraîne une escalade des protestations jusqu'aux échelons provinciaux, avec une manifestation réunissant une centaine de villageois. En outre, les réseaux sociaux se

mettent à ébruiter l'affaire. En 2009, après une année de colère populaire qui ne trouve aucun canal d'expression, une action violente est menée contre les autorités du village, avec l'occupation des locaux du Parti.

Les deux auteurs, juges au Fujian, rapportent qu'ils ont vu dans leur tribunal un nombre croissant d'affaires de ce type. Les deux juristes expliquent que, dans cette affaire particulière, la cession des droits de propriété immobilière était illégale, car elle a été effectuée à un prix inférieur à celui du marché, et les paysans concernés n'ont pas reçu une compensation suffisante pour les dédommager de cette expropriation. Mais ce cas d'espèce cache un phénomène social plus large, dont il est possible de déterminer les caractéristiques.

Le phénomène de « protestation collective »

Xu Xin définit la notion de « protestation collective » (群體性糾紛, *quntixing jiu fen*) comme un différend impliquant une collectivité d'individus d'au moins dix personnes. Le caractère collectif du désaccord est source de difficultés pour les pouvoirs politiques, car il encourage une escalade des revendications, pouvant aller jusqu'à des actes de violence. Les trois auteurs soulignent que ces mouvements de foule sont devenus un facteur important de risques d'instabilité sociale. Ces protestations peuvent prendre plusieurs formes : défilés, grèves, pétitions collectives, interruptions concertées du travail, encerclement des locaux publics... Si ces protestations sont protéiformes, elles peuvent toutefois faire l'objet d'un classement selon la nature de la revendication principale : économique, sociale, ou politique, juridique ou non, ou encore selon le degré d'extension du mouvement, allant du local au national.

Ces protestations ne sont pas anecdotiques. Comme le rapporte Xu Xin, leur nombre est en constante augmentation depuis les années

1990. Depuis l'an 2000, plus de 30 000 affaires sont recensées chaque année et, selon l'auteur, une étude de 2005 atteste même de l'existence de plus de 60 000 affaires annuelles impliquant plus d'une centaine de participants. En outre, comme le rappelle l'auteur, le contrôle des médias par le pouvoir fausse les statistiques, qui sont probablement en deçà de la réalité. Xu Xin cite, comme thèmes de revendication récurrents, les problèmes concernant l'urbanisation des villes, et principalement l'expansion urbaine au-delà de ce que prévoit la planification, entraînant des expropriations sans indemnisation adéquate. En outre, la portée spatiale et sociale de ces revendications s'est accrue. Celles-ci impliquent désormais une variété de groupes sociaux : chômeurs, invalides, paysans, avocats, retraités, etc. De surcroît, Xu Xin note que les protestations concernent de plus en plus les autorités politiques et les différents organes du pouvoir, principalement à un niveau local. En effet, comme le rapportent les deux juges, les protestations ont souvent pour ressort un désir grandissant de contrôle citoyen sur l'action des pouvoirs publics locaux. Les auteurs rapportent que, souvent, les affaires impliquent des « minorités faibles » (弱勢群體, *ruoshi qunti*) qui n'ont généralement pas de moyens d'action autres que le recours à des procédés peu efficaces et désordonnés, et quelquefois illégaux, pour attirer l'attention des échelons supérieurs du pouvoir.

Selon Xu Xin, l'une des raisons de ces protestations collectives est l'absence d'organes de représentation des intérêts légitimes, et de voies légales, simples et financièrement accessibles, pour permettre aux populations d'exposer leurs griefs et d'obtenir une compensation. L'auteur met en avant l'insuffisance de l'offre juridique qui répond imparfaitement aux demandes de la population. Ces revendications ont souvent plusieurs causes et cristallisent un nombre important d'insatisfactions sociales,

économiques et autres. Dès lors, leur aspect juridique n'est que partiel, et ces questions doivent faire l'objet d'une résolution plus large.

Les auteurs notent que ces collectivités d'individus ne ressemblent plus à « un dragon sans tête » (群龙无头, *qunlongwutou*). Les mouvements se sont structurés, avec une répartition des tâches, des meneurs et des représentants. La mise en place d'une organisation, comme le relèvent les auteurs, n'est pas neutre, car celle-ci témoigne d'un apprentissage de la part de la population, et d'une plus grande capacité de protestation, qui appellent une réponse plus sophistiquée de la part des pouvoirs publics.

Insuffisances et défaillances du système actuel

Le système judiciaire, comme le démontre l'affaire du Fujian, est aussi utilisé pour contester les abus de pouvoir des autorités politiques locales. Toutefois, la saisine de cours de justice pour la résolution de ce type de conflit est encore inefficace et n'offre pas une réponse satisfaisante aux revendications du public, selon les auteurs. En outre, ces derniers mettent en avant l'inadéquation du système politico-judiciaire chinois face aux protestations collectives. Ces différents articles sont d'une grande actualité, car la réforme judiciaire est activement débattue à l'heure actuelle, considérée comme un élément important du développement futur de la Chine.

Au niveau politique

Xu Xin met en avant l'absence de réponse organisée et efficace de la part des pouvoirs publics, qui réagissent au cas par cas. Les affaires ont souvent une origine locale, impliquant les autorités des échelons administratifs de base, lesquels n'ont à leur service aucun spécialiste de la gestion de ce type de crise. L'auteur note toutefois une

« Selon Xu Xin, l'une des raisons de ces protestations collectives est l'absence d'organes de représentation des intérêts légitimes, et de voies légales, simples et financièrement accessibles, pour permettre aux populations d'exposer leurs griefs et d'obtenir une compensation. »

amélioration du niveau culturel moyen des cadres locaux, souvent mieux formés, même s'ils demeurent souvent incapables de faire face aux situations, et s'ils ont encore, dans certaines provinces, recours à des techniques coercitives surannées, voire même illégales. La situation est, selon l'auteur, très hétérogène et certaines régions, plus développées que d'autres, commencent à trouver des solutions cohérentes et légales pour résoudre de telles affaires. En somme, les auteurs critiquent l'absence d'une procédure systématisée, mise en œuvre par des cadres expérimentés du Parti. L'absence d'un mécanisme national de gestion de crise et d'une formation adéquate

des cadres est devenue un écueil majeur à la résolution de ces affaires.

Au niveau de la résolution juridique

Les auteurs mettent aussi en avant l'inadéquation de l'offre juridique. Les juges, même de bonne volonté, n'ont ni les ressources, ni le pouvoir suffisant pour résoudre efficacement le litige ; et le droit chinois est souvent trop complexe et donc

difficilement compréhensible pour les auteurs de protestations. L'opacité de la loi, des mécanismes judiciaires, les coûts importants liés au recrutement d'un avocat, etc., tous ces facteurs sont autant d'entraves au recours à l'institution judiciaire.

Xu Xin relève d'autres faiblesses de la réalité sociopolitique chinoise. Par exemple, dans de nombreuses localités, les autorités publiques adoptent une stratégie de réponse mal informée – et en conséquence contreproductive –, qui consiste à empêcher les avocats d'entrer en contact avec les membres des protestations collectives. Selon l'auteur, ce genre de stratagème est typique d'un défaut de compréhension du phénomène social par les autorités publiques locales. En effet, l'intervention d'un avocat n'attise pas le mécontentement, mais lui donne au contraire une possibilité de se canaliser par l'ouverture d'un contact avec le monde extérieur. C'est ainsi un moyen de formuler rationnellement et juridiquement les différentes contestations. Ce type de méfiance envers la justice ainsi que la perception qui fait des acteurs de la vie juridique des ennemis constituent des entraves importantes à la bonne résolution de ces différends.

Les modes alternatifs de résolution des différends

Le recours au juge n'est pas la seule résolution possible pour ce type de litige. Les plaignants peuvent aussi saisir différents organes de conciliation ou de médiation. Toutefois, ces modes de résolution alternatifs demeurent sous-développés et ne peuvent en l'état actuel être réellement efficaces. Toutefois, comme le rapportent les deux juges, le pouvoir politique, et principalement les échelons supérieurs du Parti, devrait plus souvent intervenir dans ces affaires, en tant qu'intermédiaire, pour assurer une résolution prompte des conflits par la conciliation des

différents intérêts légitimes en présence.

Réflexion sur les améliorations possibles

La lecture croisée de ces deux articles montre l'inadéquation de la stratégie des cadres locaux du Parti pour gérer les protestations collectives. Ceux-ci recourent encore souvent à des procédés éculés qui ne permettent pas la bonne résolution des conflits. En outre, les différents systèmes de règlement des conflits, qu'ils concernent les institutions politiques spécialisées, le système judiciaire ou les modes de règlement alternatifs, demeurent encore trop peu développés. Dès lors, le désaccord de la population ne trouve pas de voie d'expression et ne fait que s'exaspérer. C'est pourquoi la création d'un système politico-judiciaire efficace pour la résolution de telles protestations est devenue un enjeu majeur pour la stabilité sociale en Chine. Les auteurs appellent tous à des réformes structurelles au niveau local.



9. La politique extérieure chinoise au Moyen-Orient

Martina Bassan

Source :

Niu Xinchun⁸⁰, « Caractéristiques et tendances futures de la politique au Moyen-Orient », *Xiandai guoji guanxi*, décembre 2012, p. 39-46.

Niu Xinchun, directeur du département Afrique et Asie occidentale du *think tank* du ministère de la Sécurité d'Etat, nous présente une longue analyse des soulèvements politiques qui ont eu lieu au Moyen-Orient au début 2011 et de leur retombées potentielles en termes de politique étrangère. D'après le chercheur, ces révoltes sont le résultat de la libération de forces religieuses, sociales et individuelles longtemps opprimées. Contrairement aux mouvements politiques précédents, elles ne sont pas le résultat d'une lutte idéologique mais plutôt celui d'une insatisfaction populaire

⁸⁰ Niu Xinchun est le directeur du département Afrique et Asie occidentale du CICIR (China Institute of Contemporary International Relations), ses domaines de recherche comprennent aussi la diplomatie américaine, la politique au Moyen-Orient, les relations entre la Chine et les États-Unis et les États-Unis et Taïwan.

soudainement manifestée, qui a finalement mené aux changements politiques récents ou à l'œuvre. Cette forme de protestation populaire a une signification historique importante, dans la mesure où elle a déclenché le processus de modernisation de toute la région moyen-orientale. Cependant, les fragilités des pays impliqués risquent de prolonger la phase de transition extrêmement délicate qui dure depuis déjà deux ans.

La voie difficile vers la stabilisation

Selon Niu, le réveil d'une conscience nationale, religieuse et civile a ouvert une « boîte de Pandore » (潘多拉的盒子, *Panduola de hezi*). La transition politique à venir s'annonce difficile, notamment en raison de trois caractéristiques de la situation postrévolutionnaire : l'affaiblissement du pouvoir politique central et le conflit entre laïcisation et islamisation ; la recherche de leur identité par les populations concernées ; la multiplication des voix et des pensées au niveau politique et de la société civile.

Dans une longue analyse des pays concernés, Niu souligne la nécessité de construire au plus vite des systèmes politiques et économiques stables. Il met en évidence les contradictions de cette phase de transition et la compare à la « destruction créatrice » (创造性破坏, *chuangzaoxing pohuai*) de Schumpeter : la recherche d'un équilibre entre modernisation et renaissance de l'islam politique requiert encore une longue période de compétition, de conflits et de compromis. C'est un passage obligatoire pour que puisse prendre forme « une culture politique moderne aux couleurs moyen-orientales » (具有中东特色的现代政治文化, *juyou zhongdong tese de xiandai zhengzhi wenhua*).

La mise en place de systèmes démocratiques à partir des modèles occidentaux constitue une première étape. Mais ces systèmes

doivent être adaptés aux réalités locales : si l'Europe a réussi à développer des politiques démocratiques sur la base de l'identification nationale, au Moyen-Orient, il faut tenir compte des identités tribales et religieuses et de ce que l'auteur appelle une « mosaïque d'identités collectives » (马赛克式的认同困局, *masaïke shi de rentong kunju*). Dans ces pays, nous dit-il, les appartenances tribales, religieuses et nationales demeurent encore aujourd'hui la principale source de conflit dans le processus d'identité nationale⁸¹. Face à cette situation, le risque est que « le processus politique n'ait pas les moyens de résoudre les conflits ethniques ». Pour ces raisons, on ne peut appliquer directement les méthodes occidentales. La stabilité au Moyen-Orient doit passer par des réformes graduelles, inscrites dans un cadre plus large de mise en place de systèmes démocratiques contemporains adaptés à l'environnement local. C'est pourquoi la « première leçon que le Moyen-Orient doit fournir, c'est la mise en place d'un système politique fondé sur les partis » pour « reconstruire une conscience nationale ».

Une situation régionale caractérisée par un retrait américain et un affaiblissement israélien

Les nouvelles configurations internes de ces pays ont directement influencé leur politique extérieure, ce qui a mené à une reconfiguration importante de la structure stratégique régionale.

Tout d'abord, le recul des États-Unis est une variable importante. Les mouvements de révolte populaires arabes ont, selon Niu, affaibli

⁸¹ À titre d'exemple, en Arabie Saoudite, les sunnites représentent 85 %, les chiites 15 % ; au Bahreïn les chiites 70 % et les sunnites 30 %, en Iran les chiites 91 % et les sunnites 7,8 %. Les zaydites chiites du Yémen et les sunnites représentent chacun 50 % de la population, et il existe entre ces deux factions une longue histoire de guerre civile.

l'influence des États-Unis dans la région. Avec l'implication croissante de la société dans les décisions de politique étrangère, les relations d'alliance de Washington avec les gouvernements locaux – sur lesquels s'appuyaient leurs capacités d'actions dans le passé – sont fortement menacées. Auparavant, la configuration de pouvoir au Moyen-Orient était la suivante : « les États-Unis dominaient, Israël les soutenait, l'Union africaine coopérait, les trois équilibraient l'Iran ». À présent, l'Égypte et l'Arabie Saoudite « ont largement pris leurs distances par rapport aux États-Unis » et, d'après Niu, « si les États-Unis ont de nouveau l'intention de mener une guerre au Moyen-Orient, ils se retrouveront privés de l'assistance de certains pays arabes ». Après avoir gagné les élections en 2008, Barack Obama avait déjà pris la décision de réduire la présence américaine au Moyen-Orient. Au moment de l'intervention militaire en Libye, Washington s'était également limité à accorder son soutien aux puissances européennes. En Syrie, les États-Unis ont redoublé d'efforts pour éviter toute intervention militaire. Après la chute d'Hosni Moubarak, les États-Unis ont adopté « une attitude de laisser-faire » (听之任之, *tingzhi renzhi*) en évitant d'intervenir dans toute situation critique. À la fin du premier mandat d'Obama, le retrait stratégique du Moyen-Orient et la volonté de limiter les responsabilités américaines dans la région ont aussi causé la détérioration des relations avec Israël, seule superpuissance militarisée de la région. Par conséquence, la capacité d'action d'Israël est extrêmement réduite. L'affaiblissement de l'influence de ce pays et le fort sentiment de haine qu'il inspire dans les sociétés civiles des pays voisins sont des facteurs qui viendront amplifier les restrictions auxquelles l'État hébreu doit faire face. Sans le soutien de Washington, et parallèlement à la croissance d'une puissante « opinion populaire » (民意, *minyì*), les capacités d'intervention du pays dans la région sont limitées. C'est pour cette raison

que, deux ans après le printemps arabe, Israël reste « prudent » (谨小慎微, *jinxiaoshenwei*) et garde un « silence stratégique » (战略沉默, *zhanlue shenmo*). À présent, tous les pays voisins d'Israël sont en révolte, de Gaza au Sinaï, de la Jordanie au Liban, ce sont « toutes des menaces potentielles auxquelles Israël doit faire face ».

À la recherche d'un leader régional au Moyen-Orient

Entre nouvelles configurations intérieures et variables externes, la configuration stratégique au Moyen-Orient est entrée dans une nouvelle phase caractérisée par un état de « vacance de pouvoir » (权力真空状态, *quanli zhenkong zhuantai*). Bien que la pression importante de la société civile sur les affaires domestiques et la montée du niveau d'initiative et d'indépendance en politique étrangère soient des phénomènes indiscutables, aucune action commune des pays arabes sur la scène internationale n'a pris place. Le problème principal demeure en effet l'absence d'un pays qui puisse assumer un *leadership* régional.

- L'Égypte a longtemps maintenu une politique extérieure de proximité avec les États-Unis mais, après l'arrivée au pouvoir du président Morsi, en 2012, le pays a pris ses distances avec Washington. Le choix de Pékin comme destination de la première visite officielle à l'étranger de Morsi est significative. Niu cite un sondage public réalisé par l'université du Maryland en mai 2012, selon lequel 97 % des Égyptiens voient Israël

comme la principale menace, « ce qui rend difficile toute alliance avec les États-Unis ». Or, l'Égypte, souligne le chercheur, dépend beaucoup des États-Unis et de son aide militaire. Cela signifie que le nouveau gouvernement doit trouver une voie intermédiaire entre le sentiment anti-américain et le soutien de Washington. Par ailleurs, l'Égypte n'a pas les moyens d'une confrontation militaire avec Israël, et sa sécurité et sa stabilité dépendent directement de ses relations avec Tel Aviv.

En résumé, en raison de la dépendance économique du pays à l'assistance étrangère, de son retard militaire sur Israël, de l'instabilité politique intérieure qui mine le pays, et des conflits idéologiques qui l'opposent à l'Arabie Saoudite, l'Égypte ne peut prétendre à l'heure actuelle, selon Niu, au statut de leader régional.

- Selon l'auteur, bien que l'Arabie Saoudite possède une certaine puissance et

aspire à s'engager dans la diplomatie, son environnement territorial n'est pas favorable à son émergence en tant que leader régional. Sans nier le rôle que ce pays joue dans la stabilité de la région (notamment au sein du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), le fait qu'elle soit devenue « la faction conservatrice et réactionnaire du monde arabe » et qu'elle devra nécessairement faire face à la pression de réformes internes limite son influence future. Le pays continuera de privilégier une diplomatie de préservation et de défense passive.

« Entre nouvelles configurations intérieures et variables externes, la configuration stratégique au Moyen-Orient est entrée dans une nouvelle phase caractérisée par un état de « vacance de pouvoir. »

- La Turquie est une puissance économique régionale, dans une position géographique favorable. À la suite de son élection, Erdogan avait lancé la « diplomatie du zéro problème » (零问题外交, *ling wenti waijiao*), laquelle a échoué en raison de l'intensification des tensions entre chiïtes et sunnites dans la région. À la suite d'une aggravation des relations entre Israël et les pays arabes, la Turquie a dû finalement prendre position et a rallié les musulmans sunnites. La diplomatie du zéro problème s'est ainsi transformée en « diplomatie du zéro voisinage » (零邻居外交, *linglinju waijiao*). Les relations de la Turquie avec tous les pays du sud de la région se sont détériorées, y compris avec Israël, l'Irak, la Syrie et l'Irak. Depuis, la Turquie s'est de nouveau tournée vers l'Égypte, « à laquelle elle a promptement offert de l'aide dans un moment de difficultés économiques, dans l'espoir de pouvoir faire d'elle son alliée dans sa politique au Moyen-Orient ». Néanmoins, d'après Niu, le « rêve de la Turquie de devenir une puissance leader au Moyen-Orient est de plus en plus lointain ».
- Enfin, bien que l'Irak n'ait pas été influencé directement par les révoltes populaires arabes, sa position dans la structure du pouvoir au Moyen-Orient est, selon Niu, en déclin. Le sort de ce pays est d'une part lié à celui de la Syrie, son allié le plus proche dans le monde arabe, appelé même par Niu la « station de transfert » (中转站, *zhongzhuanzhan*) de l'influence iranienne dans la région. D'autre part, le durcissement des sanctions américaines vis-à-vis des exportations iraniennes en ressources naturelles a aggravé la situation économique du pays. L'impasse relative dans

laquelle se trouvent les questions nucléaire et syrienne oblige Téhéran à focaliser toute son énergie sur ces problématiques. C'est pourquoi, en l'état actuel des choses, l'Irak ne peut prétendre au leadership régional.

La Chine se positionne au sein de cette « vacance de pouvoir »

En conclusion, Niu répète que la diminution des capacités d'influence des États-Unis et l'absence d'un leader régional provoquent une « vacance d'autorité » dans la région. Bien que de nombreux problèmes persistent, les mouvements de révolte arabes sont entrés dans une phase de stabilisation. La configuration géographique et politique du monde arabe a déjà changé et continuera d'évoluer à l'avenir : la révolution est un processus de courte durée, alors que les réajustements qui s'ensuivent sont longs et complexes. Dans ce contexte, la Chine ne peut pas attendre que la situation se soit stabilisée au Moyen-Orient pour intervenir : « La poussière de la première phase s'est déjà déposée, celle de la deuxième phase ne se déposera pas à court terme, (...) la politique chinoise vis-à-vis du Moyen-Orient doit s'habituer à opérer dans la poussière ». Pour Niu, en tant que puissance économique, la Chine influence déjà le Moyen-Orient, et son influence au niveau économique est destinée à croître ; mais, du point de vue de la politique de sécurité, ce sont toujours les États-Unis qui profitent d'une position dominante. L'influence sécuritaire de la Chine demeure limitée en raison de l'absence d'alliés politiques, d'instruments militaires à grande échelle, ou encore de bases militaires. La Look East Policy (向东看, *xiang dong kan*) des principales puissances du Moyen-Orient après les mouvements arabes de 2011, ainsi que l'absence d'un « fardeau colonial » (殖民包袱, *zhimin baofu*) de la Chine dans la région, ou d'alliés ou d'adversaires spécifiques, sont en général des éléments favorables à une

intervention majeure de la Chine au Moyen-Orient.

Néanmoins, jusqu'ici, l'absence d'une stratégie chinoise bien définie vers ces territoires, ainsi que les coûts d'une intervention majeure, représentent encore de fortes limitations, d'après Niu. L'auteur conclut en posant une question, à laquelle il ne donne pas de réponse, mais qui laisse entendre la nécessité urgente d'une prise de position du gouvernement chinois : « S'il n'y a pas d'initiatives dans le domaine sécuritaire et politique, est-ce que les intérêts économiques de la Chine pourront être assurés encore longtemps ? ».

DÉCALAGE

10. Débats autour du VIH : dépistage anonyme ou effectué sous le vrai nom du patient ?

Simeng Wang

Sources :

- Éditorial, « Soutien explicite du ministère de la Santé au dépistage du VIH effectué sous le vrai nom du patient », *Xinlangwang*, 20 avril 2013.

- Li Qiumeng⁸², « Les ONG écrivent une lettre appelant à l'interdiction du dépistage du VIH effectué sous le vrai nom du patient », *Fenghuangbobao*, 18 avril 2013.

- Wu Jie⁸³, « Fonctionnaire du ministère de la Santé : le dépistage du VIH effectué sous le vrai nom du patient favorise la prévention du sida », *Nanfangzhoumo*, 9 février 2012.

- Gan Dandan⁸⁴, « Le dépistage du VIH effectué sous le vrai nom du patient porte atteinte à la confidentialité : près de 60 % des internautes sont contre ; les experts proposent de compléter le mécanisme de protection de la confidentialité », *Xinwensousuo*, 17 février 2012.

⁸² Journaliste à *Jinghuashibao*.

⁸³ Journaliste à *Nanfangzhoumo*.

⁸⁴ Journaliste à *Xinwensousuo*.

Pékin, le 20 avril 2013. Lors d'une conférence de presse donnée au ministère de la Santé, en réponse à la question d'un journaliste portant sur le système de dépistage du VIH dans la région autonome du Guangxi, Wang Yu, directeur du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies (中国疾病预防控制中心, *Zhongguo jibing yufang kongzhi zhongxin*), déclare que le dépistage du VIH sous garantie d'anonymat rendrait certaines mesures thérapeutiques invalides et conduirait au final à l'inefficacité des mesures de prévention du sida.

Où en est la Chine sur le chemin de la prévention du sida ? Quelques éléments contextuels répondent à cette question. Au début de l'année 2012, le ministre de la Santé, Chen Zhu, annonce que, selon les résultats d'une évaluation collective effectuée par son ministère, l'Onusida (UNAIDS en anglais) et l'OMS (Organisation mondiale de la Santé), le nombre des personnes atteintes par le VIH en Chine – personnes séropositives et patients en cours de traitement – était estimé, à la fin octobre 2011, à environ 78 millions, dont 15,4 millions sont des personnes ayant développé le virus du sida. Il ajoute que l'objectif de prévention du sida pendant la période du XII^e Plan quinquennal » (“十二五”期间, *shierwu qijian*) porterait principalement sur la réduction des nouvelles infections par le VIH, la diminution de la discrimination sociale dont sont victimes les personnes séropositives, l'accroissement de la qualité de vie de ces dernières et le maintien du nombre de cette population sous la barre des 120 millions jusqu'en 2015.

Discours du ministère de la Santé et expériences menées à Pékin

Toujours dans le même discours, Wang Yu souligne que, quel que soit le résultat du dépistage, la prévention du VIH s'effectue toujours au gré du dépisté, puisque c'est ce

dernier qui prend la décision de se faire dépister. L'anonymat et le principe du volontariat du dépistage sont adoptés par le gouvernement chinois afin de diminuer au maximum la discrimination sociale. Cependant, en étudiant les expériences internationales, la détection volontaire rencontre des limites, notamment parmi les « populations à haut risque » (高发地区, *gaofa diqu*). Par exemple, des dizaines de milliers de personnes, dépistées anonymement au tout début du mouvement de prévention du sida en Chine, ne sont plus joignables car les coordonnées qu'elles ont fournies sont fausses. Ainsi, le résultat de leur dépistage ne peut être transmis correctement. Jiang Shulin, vice-directeur du bureau sida au centre de contrôle et de prévention des maladies du district Chaoyang à Pékin, estime qu'entre 20 % et 30 % des personnes dépistées de manière anonyme et qui se révèlent injoignables ont eu un résultat positif au test de dépistage. C'est notamment pourquoi Wang Yu milite pour que les dépistages se fassent sous le vrai nom du patient. Il note, pour défendre son point de vue, que selon des recherches internationales, la simple annonce d'un dépistage positif réduit de près de 70 % les risques de transmission du VIH par la personne concernée, en particulier à ses partenaires sexuel(le)s. En conséquence, pouvoir informer le dépisté d'un résultat positif devient l'une des étapes fondamentales de la prévention du VIH et du suivi des séropositifs. Wang Yu finit son discours en suggérant que cette causalité nécessite un dépistage effectué sous le vrai nom du patient, et que les efforts anti-discrimination contre les porteurs du VIH ne devraient plus s'appuyer seulement sur l'anonymat du dépistage.

Néanmoins, ce n'est pas la première fois que le dépistage effectué sous le vrai nom du patient suscite une discussion. Wang Yu rappelle que, à Nanchang, depuis 2005, le dépistage volontaire effectué sous le vrai nom du patient est déjà en vigueur. Wang Yu propose au public

une nouvelle appréhension du terme « sous le vrai nom ». Par exemple, le dépistage du VIH est rendu indispensable à l'hôpital avant toute opération : accouchement, endoscopie, don de sang, etc. Dans ces cas-là, le dépistage est évidemment réalisé sous le vrai nom du patient.

À Pékin, depuis juillet 2011, tout dépistage nécessite de fournir le numéro de sa pièce d'identité. Xiao Ke, un professionnel de la santé travaillant dans la clinique *Caihong* à Pékin, note que certains patients remplissent le formulaire de dépistage en fournissant le numéro de leur pièce d'identité sans aucune hésitation, et il doute que le numéro fourni soit un numéro inventé. « On comprend tout à fait leur inquiétude », explique Xiao Ke, « mais quoi que le dépisté fasse, on ne va pas vérifier ses informations personnelles. Au contraire, on dispose ici d'un système de protection de la confidentialité. Tout d'abord, l'échantillon de sang du dépisté est codé avec 4 chiffres ; donc, le laboratoire n'a pas accès aux informations personnelles des personnes dépistées. Ensuite, les formulaires de résultats négatifs sont systématiquement déchirés tous les mois, afin de prévenir les fuites des données. Enfin, une fois les informations personnelles des patients dépistés positifs transférées au centre de contrôle et de prévention des maladies du district Chaoyang, le formulaire resté à la clinique *Caihong* est également déchiré. L'annonce à la personne dépistée se fait en présence uniquement de celle-ci ». En examinant certaines statistiques produites par cette clinique, sur une certaine durée d'étude (non précisée), sur 351 personnes venues volontairement pour un dépistage, 128 refusent d'indiquer leur nom et le numéro de leur pièce d'identité. Il faut noter par ailleurs que cette clinique accueille en moyenne 200 dépistés par mois, dont la moitié reviennent régulièrement.

Réactions des internautes et des ONG

Une fois prononcé, le discours de Wang Yu a été suivi de vives discussions sur internet. 60 % des internautes sondés s'opposent au dépistage effectué sous le vrai nom de la personne dépistée. L'opposition la plus forte vient du milieu des ONG, et s'appuie sur quatre arguments principaux :

Dépister sous le vrai nom du patient rend les populations à haut risque encore moins susceptibles d'effectuer un dépistage.

Yu Fangqiang, directeur exécutif de l'institution de « bien-être public » (公益, *gongyi*) *Tian xia gong*, ne partage pas la position du ministère de la Santé. Selon lui, l'obligation d'effectuer le dépistage sous le vrai nom de la personne dépistée mènera inévitablement à une régression majeure dans la prévention du sida.

Il poursuit son argumentaire en constatant que, dans le contexte social actuel, plusieurs moyens sont déjà utilisés pour accroître le taux de dépistage du VIH : remboursement en espèces des personnes dépistées pour les encourager à participer au dépistage ; anonymat du dépistage garanti pour rassurer la personne dépistée et assurer la confidentialité des résultats, etc. Malgré cela, on n'observe pas de pourcentages importants de dépistages au sein des populations à haut risque. Yu Fangqiang se demande dans quelle mesure dépister sous le vrai nom de la personne pourrait davantage inciter celle-ci à faire le test. Il rappelle qu'une simple augmentation du nombre des dépistages, sans que les populations à haut risque bénéficient de ce progrès, ne peut être considérée comme un succès, mais représente plutôt un gâchis de ressources de dépistage. À ses yeux, s'intéresser aveuglement à l'acte d'informer le dépisté sans analyser sa catégorie sociale ne contribue malheureusement pas à améliorer la prévention du sida. Si les personnes

dépistées ne sont pas issues des populations à haut risque, elles sont naturellement moins susceptibles d'être infectées, et le fait de les informer du résultat de leur test aura moins de résultats.

Meng Lin, coordinateur au secrétariat de l'Alliance chinoise des personnes vivant avec le virus du sida (中国艾滋病病毒携带者联盟, *Zhongguo aizibing bingdu xiedaizhe lianmeng*), confirme que, parmi les hommes homosexuels, considérés comme l'une des populations à haut risque, le taux de dépistage régulier n'est que de 20 %. Il pense que, si l'on impose à la personne dépistée de révéler son vrai nom, ce chiffre, déjà trop bas, va inévitablement baisser.

Les lois actuelles de protection de la confidentialité sont encore trop limitées pour permettre le dépistage sous le vrai nom de la personne dépistée.

La discrimination que subissent les personnes atteintes du VIH et les patients atteints du sida, n'est pas un phénomène récent. Plusieurs cas révèlent cette tendance encore très répandue dans divers domaines de la vie sociale : l'emploi, les soins médicaux, le mariage, la scolarité, etc.

Militant pour l'intégration sociale des personnes vivant avec le VIH, Meng Lin constate que les lois et l'environnement social actuels ne protègent pas suffisamment les droits civils et le droit à la confidentialité en faveur des personnes vivant avec le VIH. « Face à ce fait indiscutable », Meng Lin s'inquiète : « Le dépistage effectué sous le vrai nom va abattre la dernière ligne de défense et de protection

chez les infectés. La discrimination contre les personnes vivant avec le sida va s'élargir, non plus concerner un petit nombre, mais toutes les personnes infectées ».

Par conséquent, selon de nombreuses ONG, tant qu'une série de lois dédiées à la protection de la confidentialité et aux autres droits des personnes vivant avec le virus du sida n'a pas été mise en œuvre, il est irrationnel de dépister sous le vrai nom de la personne dépistée.

« Parmi les hommes homosexuels, le taux de dépistage régulier n'est que de 20 %. Il pense que, si l'on impose à la personne dépistée de révéler son vrai nom, ce chiffre, déjà trop bas, va inévitablement baisser. »

Dépister sous le vrai nom de la personne dépistée contredit le principe en vigueur du « dépistage volontaire ».

En 2006, le Conseil d'État a promulgué la loi de prévention et de lutte contre le sida (“ 艾滋病防治条例 ” , *Aizibing fangzhi tiaoli*) dans laquelle l'article 23 établit le principe du dépistage volontaire.

« Une fois le dépistage sous le vrai nom de la personne dépistée inscrit dans la loi, tout

dépistage du VIH, même le premier dépistage, devra s'effectuer avec l'enregistrement du vrai nom, sous contrôle. C'est une contrainte ». Meng Lin explique donc qu'« il faut préciser dans quel sens est entendu le terme “sous le vrai nom”. S'agit-il du premier dépistage ? Ou du deuxième examen pour les porteurs de résultats positifs ? Tant que cette distinction n'est pas établie, il est dangereux de légitimer le principe d'un dépistage “sous le vrai nom”. D'autant plus qu'il contredit le principe de “volontariat” en vigueur ».

Dépister sous le vrai nom de la personne dépistée gênerait les ONG travaillant pour la prévention du sida.

Les ONG jouent le rôle d'intermédiaire entre le gouvernement chinois et les populations ayant des comportements à haut risque. Elles aident le gouvernement à diffuser les connaissances concernant le VIH et la prévention du sida. Ces ONG promeuvent également le dépistage au sein des populations à haut risque, tout en appliquant le principe de confidentialité. Cependant, plusieurs responsables d'ONG s'inquiètent de la mise en place du principe de dépistage effectué « sous le vrai nom », lequel pourrait nuire aux relations assez privilégiées que ces ONG entretiennent avec les populations ciblées. Cette mesure modifiera sûrement les attitudes des ONG vis-à-vis du secteur de la santé publique. Certaines d'entre elles ont déjà déclaré publiquement qu'elles arrêteraient d'accueillir les patients dès que le dépistage sous le vrai nom de la personne dépistée sera rendu obligatoire.

Ces ONG proposent d'abandonner cette approche « forcée », qui susciterait, selon elles, des réticences, voire la haine et un désir de vengeance de la part des personnes porteuses du virus du sida. En revanche, pour mieux informer et mieux suivre les personnes dépistées, il faut s'appuyer sur l'offre de services et de soins non discriminants.

En un mot, les représentants des associations civiles s'accordent toutes sur l'idée selon laquelle il faut prendre davantage le parti de la personne vivant avec le virus du sida au cours de la phase de prévention. Selon leur estimation, plus de 50 millions de personnes vivent encore avec le VIH sans le savoir. Il faut donc absolument mobiliser les forces civiles pour identifier ces personnes et assurer leur suivi. C'est pourquoi le rôle des ONG dans le dépistage volontaire doit être protégé.

爱思想网, *Aisixiang*. Aisixiang est une plateforme d'échange libre d'idées, de partage d'information, et de démocratisation du savoir. Depuis la création d'Aisixiang en janvier 2010, plus d'une centaine d'académiques ont écrit et partagé des articles et des éditos sur divers sujets de l'actualité chinoise.

财经, *Cajing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Cajing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

当代经济, *Dangdai jingji*. Revue économique publiée tous les dix jours par la chambre de commerce générale de Chine.

调研世界, *Diaoyan shijie*. Revue mensuelle publiée par le Bureau national de statistiques et l'institut chinois de statistiques, qui publie les derniers résultats statistiques et offre une plateforme d'échange et de prise de décision.

飞航导弹, *Feihang daodan*. Revue institutionnelle publiée par le département 310 du troisième institut de recherche chinois en science et industrie aérospatiales. Il relaie les informations internationales en matière de plans de recherche, de progrès et de tests dans le domaine des missiles aérodynamiques, ainsi que des informations concernant les nouvelles technologies et nouveaux matériels militaires.

凤凰博报, *Fenghuang bobao*. Un programme affilié à Fenghuan Wang, lequel est un portail de micro-blogs personnels.

国防, *Guofang*. Mensuel spécialisé sur les questions militaires, fondé en 1984. Il est cogéré par l'institut des sciences militaires de de l'armée populaire de libération et par le Bureau du Comité national de défense et mobilisation.

海军工程大学学报, *Haijun gongcheng daxue xuebao*. Journal bimensuel de l'université navale d'ingénierie. Il aborde des sujets tels que l'ingénierie maritime et de transport, l'ingénierie électronique, les sciences et les technologies nucléaires et électroniques.

黑龙江对外经贸, *Helongjiang External Trade Review*. Revue affiliée au département du commerce de la province du Heilongjiang.

Ses sections thématiques incluent « la Chine et l'OMC », « l'économie mondiale », « Actualités économiques et commerciales », « perspectives d'économie privée », et « échanges économiques sino-russes », etc.

解放军报, *Jiefangjunbao*. Quotidien officiel de l'armée populaire de libération, qui suit les affaires stratégiques et les technologies militaires. Ses contenus en anglais et en chinois sont très différents.

军工文化, *Jungong wenhua*. La première revue mensuelle sur la culture des entreprises de défense et militaires chinoises. Le lectorat est principalement composé des dirigeants et cadres des industries de défense et militaires.

军事经济研究, *Junshi jingji yanjiu*. Une revue théorique d'économie militaire dont les lecteurs sont pour la plupart des théoriciens d'économie politique, des chercheurs en politiques publiques, et des cadres militaires.

科技管理研究, *Keji guanli yanjiu*. Une revue académique bimensuelle éditée par la China Society for Science and Technology Indicators, et l'Association de recherche des sciences et du management des sciences et technologies de la province du Guangdong.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

科技和产业, *Keji he chanye*. Une revue économique publiée par la Chinese Society of Technology Economics. Elle aborde les sujets suivants : le développement industriel, le développement régional, l'analyse, la stratégie et la gestion technologique et des entreprises, ainsi que des thématiques liées à l'agriculture et les milieux ruraux.

科技进步与对策, *Keji jinbu yu duice*. Une revue mensuelle co-éditée par la Society of Management Science of China et le département technologique de la province du Hubei depuis 1984. Ses articles traitent notamment de l'impact des améliorations technologiques sur l'économie et la société, sur les politiques technologiques, l'organisation et la gestion technologique, l'évaluation des performances technologiques, etc.

南方周末, *Nanfang zhoumo*. Hebdomadaire de Canton, qui a acquis une grande notoriété dans les années 1990 en dénonçant des scandales de corruption. Malgré une certaine reprise en main de la part des autorités chinoises, il conserve une certaine liberté de ton.

上海证券报, *Shanghai zhengquan bao*. Quotidien spécialisé dans les questions financières, est diffusé sur Internet et publié par l'agence Xinhua.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新华社, *Xinhua*. Agence de presse officielle du gouvernement de la République populaire de Chine.

新浪网, *Xinlangwang*. Un portail pour les internautes chinois avec plus de 600 millions d'utilisateurs connus.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

支点, *Zhidian*. Un magazine national d'économie et de géographie qui traite du développement régional en adoptant une perspective globale. Il est publié par Hubei Daily Media Group.

中国法院(网), *Zhongguo fayuan (wang)*. Journal d'information généraliste soutenu et publié par la Cour Suprême chinoise. Le site web qui lui est rattaché est le principal site d'information sur les questions légales en Chine.

中国经营报, *Zhongguo jingying bao*. Un hebdomadaire économique publié par le département de recherche économique et industrielle de l'Académie chinoise des sciences sociales.

中国军事科学, *Zhongguo Junshi Kexue*. Bimestriel de l'association chinoise pour l'étude de la science militaire et de l'institut de science militaire de l'armée populaire de libération, il publie des articles d'officier, très axés sur l'incorporation à l'armée des directives idéologiques du gouvernement central et l'histoire militaire.

装备学院学报, *Zhuangbei xueyuan xuebao*. Revue bimensuelle publiée par le collège de l'armement du département général de l'armement chinois (DGA). Il traite de sujets liés aux questions théoriques et technologiques dans le domaine des études sur l'armement militaire.

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION :

Rédactrice en chef : Agatha Kratz

Auteurs : Martina Bassan, Agatha Kratz, Brian Lafferty, Edouard Laurent, Emmanuel Puig, Marie-Hélène Schwoob, Simeng Wang, Hugo Winckler.

FABRICATION et DÉVELOPPEMENT :

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Impression : ESAT de l'Élan

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : 90 €

commande par n° (TTC) : 20 € (jusqu'au n°23)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

www.centreasia.eu/publications/china-analysis